



Études kurdes

revue semestrielle de recherches

Errance et Terre promise

Juifs, Kurdes, Assyro-Chaldéens



FONDATION-INSTITUT KURDE DE PARIS
106, rue La Fayette, F-75010 Paris
www.institutkurde.org

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) H2Y 1K9
CANADA

L'Harmattan Hongrie
Hargita u.3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italie
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE



Conseil scientifique :

Martin van BRUINESSEN (Utrecht),
Kendal NEZAN (Paris),
Jean-Baptiste MARCELLESI (Paris),
Philip KREYENBROEK (Göttingen),
Siyamend OTHMAN (Bagdad),
Jean-François PEROUSE (Toulouse),
Yona SABAR (Californie),
Sami ZUBEIDA (Londres).

Comité de rédaction :

Michael CHYET (Washington), Hans-Lukas KIESER (Bâle),
Nelida FUCCARO (Exeter), Michiel LEEZENBERG (Amsterdam),
Mirella GALLETTI (Rome), Maria O'SHEA (Londres),
Gülistan GÜRBEBY (Berlin), Abbas VALI (Swansea),
Fuad HUSSEIN (Amsterdam),

Equipe éditoriale :

Salih AKIN, directeur de publication,
Sandrine ALEXIE,
Christine ALLISON,
Ali BABAKHAN†,
Joyce BLAU, rédactrice en chef,
Hamit BOZARSLAN, rédacteur en chef adjoint,
Dilek HARMANCI, secrétaire de rédaction,
Florence HELLOT,
Bêmal KARLI,
Chirine MOHSENI,
Ephrem Isa YOUSIF.

La revue *Études Kurdes* est honorée d'une subvention du ministère de
l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

Éditeurs :

ÉDITIONS L'HARMATTAN
7, rue de l'École Polytechnique
F-75005 Paris
www.editions-harmattan.fr

FONDATION-INSTITUT KURDE DE PARIS
106, rue La Fayette
F-75010 Paris
www.institutkurde.org

Première de couverture : *Chewtchra*, © Ismail Khayat.

Mise-en-page & conception : Sacha Ilitch / fikp

© L'Harmattan, 2005

ISBN 2-7475-5656-5

- *Juifs, Kurdes et Arabes, entre 1941 et 1952*
Moti ZAKEN7
- *La communauté kurde au Liban : le présent et l'avenir*
Lokman I. MEHOR et
Farah KAWTHARANI 45
- *Les Assyro-Chaldéens de Perse et du Hakkari :
des migrations à l'exil (1835 – 1935)*
Florence HELLOT 81

DOCUMENTS

- *Les événements de Qamichlo : irruption de la
question kurde en Syrie ?*
Julie GAUTHIER 97

ARCHIVE

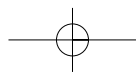
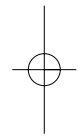
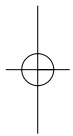
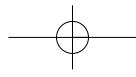
- *Une expérience sociologique : Juifs kurdes en Israël*
Sandrine ALEXIE 117

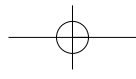
COMPTE RENDUS

- *Lokman L. Meho, The Kurdish Question in U.S. Foreign
Policy. A Documentary Sourcebook, Westport, Connecticut,
Londres, Prager, 2004, XVI+698 p.,*
Hamit BOZARSLAN 123

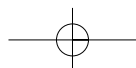
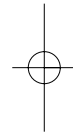
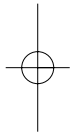
BIBLIOGRAPHIE

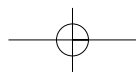
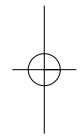
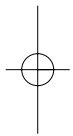
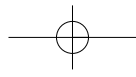
- Chirine MOHSENI 127





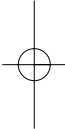
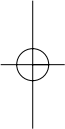
études








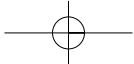
Juifs, Kurdes et Arabes, entre 1941 et 1952



Dans ces pages, nous aborderons le statut des Juifs dans la société kurde et leurs relations avec les Kurdes et les Arabes entre 1941 et 1952, c'est-à-dire durant les onze dernières années de la présence juive au Kurdistan. Le manque de documentation sur les Juifs du Kurdistan ne permet pas d'avoir une vue très large sur cette expérience juive, et elle est concentrée autour de deux événements majeurs. Le premier fut le coup d'Etat de Rachid Ali al-Gilani, en 1941 ; le second fut en fait une série d'événements allant de la guerre de 1948 en Palestine à la fondation de l'Etat d'Israël qui s'ensuivit, aboutissant à une émigration massive des Juifs d'Irak vers Israël.

Moti
ZAKEN
Jérusalem

Jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, les relations entre musulmans et Juifs au Kurdistan ne virent pas d'événement marquant. Les Juifs que nous avons interrogés ont caractérisé leurs relations avec les Kurdes musulmans comme étant généralement bonnes. Le statut de ces Juifs et leurs relations avec le voisinage étaient notablement meilleurs dans les villes d'Akra et de Zakho que dans les autres centres



urbains kurdes. Les Juifs de Zakho se rappellent avec une affection émue que le samedi, alors qu'ils rentraient chez eux, revenant de la synagogue où ils s'étaient rendus pour le Shabbat, ils devaient passer devant le café du coin. Les Kurdes musulmans, par respect pour les Juifs, éteignaient alors leurs cigarettes. Ce souvenir est celui d'une époque révolue du Kurdistan, quand les relations entre Juifs et musulmans étaient bonnes.

L'émergence du mouvement sioniste et du nationalisme arabe au XX^{ème} siècle modifia la position des Juifs dans les pays arabes. Ailleurs, un Juif pouvait embrasser ou soutenir le sionisme sans être vu comme un traître par ses concitoyens. En Irak, les autorités considéraient le sionisme comme un mouvement anti-arabe et un Juif sioniste était un traître aux yeux des Arabes nationalistes.¹ Les relations entre les Juifs et leurs voisins musulmans subirent une altération spectaculaire avec la création de l'Etat d'Israël. Polak² les relie ainsi au changement des couvre-chefs portés par les Juifs. Durant cette période, les Juifs passèrent du fez turc ou tarbouche, populaire dans la dernière période de l'Empire ottoman, au *sidare* (pl. *sidayir*), un couvre-chef en forme de bateau, habituellement de velours noir, porté par les nationalistes modernes irakiens. Cette tentative pour s'assimiler témoigne d'une perte de confiance croissante parmi les Juifs. Néanmoins, l'événement le plus marquant qui fit basculer la vie des Juifs d'Irak se produisit au milieu de la Seconde Guerre

1. MEIR Esther,
*The Conflict over
Eretz-Israel and the
Jewish-Muslim
Relations in Iraq
during the 1940s*,
Pe'amin, 62 : 111-131.

2. POLAK A. N.,
Yahadut Bavel,
Tel Aviv.

mondiale. Le coup d'Etat de Rachid Ali al-Gilani en 1941, et le pogrom qui s'ensuivirent à Bagdad, connu sous le nom de « Farhoud », traumatisèrent les Juifs d'Irak et introduisirent une situation nouvelle qui menaçait leur présence en Irak.

A. LES EFFETS DU FARHOUD DANS LES RÉGIONS KURDES

A partir du milieu des années 1930, le mouvement nationaliste arabe et les sentiments anti-britanniques donnaient le ton à la politique en Irak, ainsi que dans la rue arabe et kurde, augmentant l'animosité contre les Juifs. En 1934, Benzion Israeli, qui vint de Palestine pour y chercher des plants de palmiers irakiens, visita plusieurs communautés juives au nord de l'Irak, à Kirkouk, Erbil, Mossoul, Dohouk et Sandour. Il reçut aussi des informations sur d'autres communautés qu'il ne put visiter en personne, à Suleimani, Akra, Koy Sandjaq, Rawandouz et Amadiya. Il fut frappé par la dispersion et l'isolement des communautés juives et concluait ainsi sur les liens des Juifs du Kurdistan avec leur pays :

«L'exil ici est amer et cruel au centuple. Les Juifs sont piétinés. Partout ils sont constamment insultés et humiliés. On les traite avec mépris et on les bat quelquefois, plutôt individuellement, lors d'attaques, et plus que tout ils souffrent de la crainte constante d'être arrachés de tout ce qui lie cette communauté à ce pays d'exil. Je me suis trouvé par hasard parmi des communautés juives attendant un miracle qui les rachèterait de ce terrible exil, l'exil arabe, et les emmènerait en Eretz Israel. Il n'y a aucune organisation (communautaire) et les gens ne se parlent pas entre eux. Certains voulaient seulement me parler en privé et me priaient de les aider à émigrer... La situation de ces communautés est mauvaise et il n'y a aucun espoir qu'elle s'améliore. « On ne peut rapporter les maltraitances aux autorités, ils nous tueraient, ils ne nous aideront pas », voilà ce que dit la communauté de Mossoul. « S'il n'y a pas de pluie et qu'une famine s'en-

suit, ils nous extermineront », disent les gens de Kirkouk. Beaucoup sont des commerçants dans des boutiques ou des marchands ambulants, qui tirent d'hypothétiques revenus sous forme de reçus impayés par les musulmans de ce pays. Il n'y a aucun espoir qu'ils recouvrent leur dette, même en partie. Beaucoup s'accommoderaient seulement de recevoir assez d'argent pour émigrer. Car beaucoup ont un capital constitué par les dettes impayées des Gentils et n'ont pas, dans le même temps, assez d'argent liquide qui suffirait à les faire émigrer... La question est de tirer profit de leurs biens, maisons et autres. Ils craignent, si leur désir d'émigrer est révélé, de fournir un prétexte de plus pour être opprimés et (exploités). Leur priorité majeure est de trouver un moyen d'émigrer.»³

Voici cinq récits d'événements survenus dans différents centres urbains du Kurdistan d'Irak sous le régime de Rachid Ali.

Kirkouk

Moché Dabas, de Kirkouk, déclara que le gouverneur du district était un homme respectueux des lois qui ne haïssait pas les Juifs. De même que le chef de la police et le magistrat. Leur position aida peut-être les Juifs quand, au second semestre de 1941, un événement malheureux se produisit.

« La fille de Yaacob Levy, agent de la société Ford,

3. ISRAELI Benzion, *Memorandum on the Jewry of Twin-Rivers and its immigration to the Holy Land, following a visit in Bagdad and north of the country in the spring of 1934.*

4. BARSHAN Yehuda (*Gurji*), rapporte, dans *A Jew under the Shadow of Islam, Ramat-Gan, 1977*, qu'en 1941, il rencontra un camarade de classe qui observait le voisinage juif la nuit. Quand il lui demanda ce qu'il faisait là, il trébucha et répondit :
« Mon Dieu, mon frère, ils m'ont envoyé là en disant qu'il y avait des Juifs qui faisaient des signaux lumineux aux avions britanniques. »

5. L'Iraq Petroleum Company et la Rafidain oil Company étaient deux sociétés pétrolières anglo-irakiennes.

étendit du linge propre dans la cour de leur maison. Quelques voyous, qui voulurent imiter ce qui se passait à Bagdad, crièrent qu'elle envoyait des signaux aux avions anglais⁴. La police vint rapidement l'arrêter, et la gardèrent au centre (de police) dans le but de la sauver, ainsi que sa maison, de la foule. La communauté réagit avec promptitude. (Ses représentants) se rendirent tous ensemble chez le *moteserrif* (le gouverneur régional). Le gouverneur la libéra deux heures plus tard et il est possible qu'il ait châtié les voyous ou du moins les ait avertis de ne pas recommencer de tels actes. La majeure partie de la population kurde n'était pas hostile aux juifs. Les nouvelles du pogrom de Bagdad nous avaient inquiétés et nous nous tourmentions pour la sécurité des Juifs ici. Quand nous entendîmes que Djemil al-Midfa'i avait formé un nouveau gouvernement, nous avons su que les troubles avaient pris fin. »

En août 1942, un soldat juif qui servait dans l'armée britannique raconta que durant le coup d'Etat de Rachid Ali, les Juifs s'enfermèrent eux-mêmes dans le quartier juif pendant près d'un mois par crainte du voisinage.

« Je connaissais un jeune Juif (j'étais ami avec son frère aîné ; ils avaient tous les deux travaillé à la R.O.C., la Rafidain Oil Company) et c'était le seul qui osait sortir du quartier après les événements. Son frère avait servi un temps dans l'armée irakienne à Bagdad, et quand il sentit que l'atmosphère devenait insupportable (son officier l'accusa de faire des signaux aux avions britanniques) il tenta le coup et devint un *firar* (évadé). Après la répression de la révolte, il s'arrangea pour être libéré de l'armée en achetant des gens... Les deux frères me dirent en secret que durant la révolte de Rachid Ali, tout le personnel britannique de l'I.P.C. et de la R.O.C.⁵ à Kirkouk avait été emprisonné. Quand des pilotes allemands traînèrent en ville (ils y restèrent près de trois semaines) et que les Juifs couraient un grand danger, le *Hakham Bachi* de la ville chercha à entrer en

contact avec le *moteserrif* de la ville et du district (un Kurde, ami des Anglais). Après avoir reçu un dessous-de-table d'environ 3000 dinars irakiens, le *moteserrif* ordonna à la police d'empêcher toute attaque contre les Juifs. Après la répression de la révolte, ce *moteserrif* obtint de l'avancement à Bagdad.⁶

Benzion Israeli note que sous le régime de Rachid Ali, beaucoup de Juifs de Kirkouk laissèrent entendre qu'ils avaient acheté des pistolets et qu'ils n'avaient pas l'intention de se laisser mener comme des moutons à l'abattoir. Benzion Israeli note aussi que des petits groupes de Juifs ruraux commencèrent de migrer vers les centres urbains après l'avènement de Rachid Ali au pouvoir.

Suleimani

A Suleimani, le mois de mai 1941 fut paisible et rien ne vint perturber la vie des Juifs de la ville. Chalom Chalom, un émissaire du Yishouv juif en Palestine, se trouvait à Suleimani. Selon lui, le deuxième jour de la fête de Pentecôte,

« alors que nous étions à la synagogue, nous avons entendu un grand bruit. Plusieurs voyous étaient près de la rue des Juifs. Ils voulaient pénétrer de force dans nos appartements. L'imam de la ville, Muhammad Golani, apprit que plusieurs voyous voulaient attaquer les Juifs. Il courut sur les lieux et leur

6. *In Kirkuk and Mosul*, memorandum by Chalom RACHBA, 15 août 1942.

7. Rachid Ali était le leader de la révolte. Al Sebawi dirigeait les groupes de jeunesse pro-nazi et fut plus tard jugé et pendu.

demanda de s'approcher de lui. Il leur tint les propos suivants : « Je voudrais que l'un d'entre vous réponde à ma question. » Un des voyous s'approcha et dit : « Oui monsieur. Je veux bien vous répondre. » « Qu'avez-vous l'intention de faire ? » demanda l'imam. « Nous avons entendu qu'à Bagdad on attaquait les Juifs, on pillait leurs biens et que l'on prenait leurs femmes en butin. Nous voulons faire la même chose » répondit le jeune homme. « Qui a décrété cela ? Moïse, Jésus ou Mahomet ? » (la réponse fut) « Personne. Les Juifs sont des infidèles et nous voulons nous venger d'eux. » L'imam demanda : « Qui vous a dit que c'étaient des infidèles ? » « Nous l'avons entendu dire ». « Maintenant écoutez-moi. Celui qui vous a dit que les Juifs étaient des infidèles est lui-même un infidèle. Les gens qui pillent à Bagdad sont des criminels. Ils ne croient pas en Dieu, ni en son message. Les Juifs sont sous nos auspices et nous devons les protéger. Quiconque nuit à un allié est puni de l'enfer. Maintenant, qu'avez-vous l'intention de faire ? » Tous répondirent : « Nous exécuterons vos ordres, notre imam. » L'imam dit : « Maintenant, rentrez tous chez vous et jeûnez jusqu'au soir afin que Dieu vous pardonne le grand péché que vous alliez commettre en faisant du mal aux Juifs. Que feriez-vous si d'autres venaient leur faire du mal ? Est-ce que vous ne vous précipiteriez pas pour les défendre ? Maintenant, filez chez vous et repentez-vous de vos péchés. » Le groupe baissa la tête, baisa la main de l'imam et ils regagnèrent leurs demeures. »

Chalom Rachba, un soldat juif de l'armée britannique, rapporte l'attitude de Cheikh Muhammad (Cheikh Mahmoud Barzindji) pendant la révolte de Rachid Ali.⁷ Selon le récit qui suit, il semble qu'il s'agisse bien de Cheikh Mahmoud Barzindji, de Suleimani.

Alors qu'il se trouvait à Bagdad, Rachid Ali et Younis Sab'awi lui demandèrent d'appeler les Kurdes à prendre part à la révolte. Le cheikh, qui était probritannique, suggéra quelque chose de plus efficace que l'envoi d'un

message. Il se rendrait en personne à Suleimani et mettrait promptement sur pied des unités armées de Kurdes qui soutiendraient activement la révolte. Rachid Ali approuva ce plan. Cheikh Muhammad (Mahmoud) prit la route. Quand il eut quitté Bagdad, il contacta le major Lions (Lyon, l'officier politique britannique du district de Kirkouk) à Kirkouk et ensemble ils se rendirent dans plusieurs communautés de la région de Suleimani, demandant à ce que les Kurdes, majoritairement sous son influence, ne soutiennent cette révolte en aucune façon. Cela fut compté comme un service important rendu aux Britanniques.⁸

Longrigg rapporte de même qu'aucun des chefs tribaux kurdes ne se rallia à Rachid Ali. Cheikh Mahmoud tenta de lever des forces pour « soutenir les Britanniques ». La biographie récente de Lyon sur le Kurdistan ne mentionne pas ce récit bien qu'il évoque Cheikh Mahmoud.⁹

Reuben Bar-Amon de Suleimani dit qu'il « n'avait jamais eu aucun contact avec Eretz-Israël » avant cela. Après les événements survenus au début des années 40, le chef de la communauté de Suleimani, le rabbin Yom-Tov Bar-Amon émigra en Eretz-Israël, donnant des idées à beaucoup et les préparant à une situation changeante.¹⁰

Dohouk

Yosef Gamlieli de Dohouk, rapporte que durant le coup d'Etat d'al-Gilani, « durant cette période hitlérienne », selon ses propres mots, « les Juifs du Kurdistan furent laissés à la merci d'un gouvernement hostile et des tribus », impatientes de tirer avantage de cette vacance du pouvoir. La communauté juive de Dohouk se vit réclamer 100 livres d'or et les Juifs craignaient un éventuel massacre. Le père de Gamlieli, qui était *Hakham Bachi*, alla voir Se'id Agha.

« Ils lui dirent qu'ils devaient payer cent lires d'or... Les Juifs n'avaient pas (d'argent)... Ils étaient pauvres... quelques-uns pouvaient (payer la rançon) mais la plupart, 90%, en étaient incapables... Chacun d'entre nous devait donner cent lires, sinon les Juifs seraient tués. La nuit-même, les tribus vinrent et voulurent attaquer et voler les demeures des Juifs... »

Sasson Nahoum, de Dohouk, fut un des délégués de la communauté juive, avec David Salman et Hakham Cheltov, qui furent convoqués par le *qaymaqam* durant la crise Rachid Ali. Le *qaymaqam*, Nadi Hormozi, leur dit qu'un ordre était venu de Bagdad, et que chaque Juif devait payer une certaine somme en or. Il leur donna trois ou quatre jours pour rassembler ce montant. Ils avertirent toute la communauté et la congrégation commença de prier et jeûner pour que ce décret soit aboli. Heureusement, Rachid Ali fut renversé deux ou trois jours plus tard.¹¹

Yoseph Gamlieli note que des parties de la tribu Doski de Se'id Agha, et des membres de la tribu de Ferhan Agha, Rachid Agha et Moustafa Besifke (le père de Selime Miste),¹² souhaitaient, paraît-il, attaquer Dohouk et Sandour. Yoseph Gamlieli raconte qu'ils tirèrent avantage du désordre sous le gouvernement de Rachid Ali et voulurent « tuer et piller les Juifs ». Le père de Yoseph Gamlieli « prit avec lui beaucoup d'argent, en pot-de-vin » à l'intention de Se'id Agha, qui alors « ne permit pas que rien (de mal) arrive » aux Juifs cette nuit. Le père de Yoseph

8. In *Kirkuk and Mosul*, Chalom RACHBA, *op. cit.*

9. FIELDHOUSE D. K., *Kurds, Arabs and Britons : The Memoir of Wallace Lyon in Iraq, 1918-1944*, Londres, 2002.

10. BAR AMON Reuben, *op. cit.*

11. Nahoum HANNA, *Oral History Division, The Institute of Contemporary Jewry, The Hebrew University of Jerusalem.*

12. En kurde, *Selime Miste* signifie Selim le fils de Miste.

alla voir de la même façon le *qaymaqam*, le soir de la fête de Pentecôte. Cette nuit, rien ne se produisit,

« ... cependant, le jour suivant, le *qaymaqam* rappela mon père pour lui dire que Rachid al-Gilani avait été tué et le régime anglais restauré, (lui disant) : « Vous ne devez pas avoir peur. » Ce fut un soulagement pour les Juifs... Mon père revint un mouchoir à la main, en criant « Ô Juifs, n'ayez plus peur. » Il alla à la synagogue où tous fêtaient la Pentecôte, et la fête devint alors véritablement un jour de liesse, de soulagement et de bonheur».

Zakho

Durant la période Rachid al-Gilani, le gouvernement demanda aux Juifs de Zakho une « grosse somme en or ». Me'alim Abraham, de Zakho, se souvient :

« Soixante jours après la Pâque, il y eut un coup d'Etat. Ils convoquèrent les Juifs... Mon père était un des délégués juifs... On leur dit de donner mille *mithqal* d'or (un *mithqal* équivaut à 4,05 grammes)... Les Juifs eurent quinze jours pour rassembler cet or ».

Les membres du comité commencèrent d'en discuter et ne purent décider comment partager ce fardeau inattendu. A l'approche de la fête juive de Pentecôte, le *qaymaqam* les convoqua et leur donna une semaine de plus en raison de leurs dissensions et de leur incapacité à rassembler cet argent. Peu après l'échec du coup d'Etat, Rachid Ali s'enfuit et un message fut envoyé disant « annulation ». Haya Gavish rapporte quatre récits de Juifs de Zakho, sur les horreurs de cette période. Mordechai Sado se souvient que les Juifs s'étaient querellés entre eux quand il leur fut demandé de fournir une grosse somme d'or (« 2 ou 10 kg »). Haya Gabbai se rap-

pelle que la demande était de fournir « environ 6 kilos d'or en trois jours, ou bien les Juifs seraient tués. » Les Juifs envisagèrent sérieusement de prendre les bijoux de leurs femmes. Ils décrétèrent un jeûne commun de trois jours à la fin duquel Rachid Ali tomba et le décret fut annulé. Salih Qolo se souvient que la demande était « d'environ 1000 grammes d'or ». Dans le même temps, « ils mirent les chefs de la communauté en prison » dont Moché Gabbai le *mokhtar*, jusqu'à ce que l'argent fût livré. Selim Gabbai se souvient que la demande était « d'environ 2000 grammes d'or ». Il insiste sur le fait que le *qaymaqam* était en bons termes avec son père, Moché Gabbai le *mokhtar*, et qu'il voulut lui accorder un délai pour obtenir l'argent « croyant que le coup d'Etat pouvait échouer ».

Les événements de cette mi-année 1941 secouèrent le sentiment de sécurité des Juifs. Tout un tissu social et interne qui s'était maintenu durant des générations « avait été rompu, pour la première fois depuis des années », déclara Haya Gavish qui s'entretint avec plusieurs Juifs de Zakho.¹³ De même, un rapport émanant de Bagdad, datant du début du mois d'avril de 1942, par le département de l'Immigration des jeunes de l'Agence juive conclut :

« J'ai trouvé les Juifs plongés dans une grande crainte et vivant comme s'ils étaient dans un camp retranché. Ils ont perdu toute confiance en leurs amis irakiens et britanniques, aussi. Les Juifs sont très amers

13. Op. cit.

car aucun de ces distingués Irakiens ne s'est soucié d'eux ou leur a présenté des excuses pour tout ce qui s'est produit durant le pogrom, et aucun n'a exprimé de douleur ».

Koy Sandjaq

Koy Sandjaq était semble-t-il habité par 600 Juifs en 1947 et 50 familles vivaient dans cette ville en 1950. En 1941, durant le coup d'Etat de Rachid Ali, environ 3000 musulmans cernèrent les maisons juives voisines. Les Juifs fermèrent leurs boutiques et se rassemblèrent dans leurs maisons. Israël Chomer de Koy Sandjaq raconte que la police ne souhaita pas venir en aide aux Juifs, mais un de ses amis musulmans courut chez Cheikh Mala Khwaiz pour l'informer des ennuis de ses amis juifs. Mala Khwaiz envoya ses hommes protéger la maison d'Israël Chomer de la foule. Israël Chomer relate que dix-huit hommes vinrent chez lui, se plaçant sous sa fenêtre et autour de la maison. Ils chargèrent leurs armes et dirent à la foule que le premier qui jetterait une pierre serait abattu. La foule dit qu'un Juif à l'étage leur avait jeté trois pierres et qu'ils ne faisaient que riposter. Israël Chomer a confirmé cette version, disant qu'effectivement un Juif avait jeté des pierres en premier.¹⁴ Le récit de Sasson Hai sur ce que vécurent les Juifs de Koy Sandjaq mentionne quatre exemples de meurtres de Juifs, mais les détails sur les jours qui suivirent le coup d'Etat sont identiques à ce qui vient d'être raconté. Sasson Hai rapporte

14. Israël CHOMER,
OHD.

que le *mo'awin* de la police voulut aider les Juifs, mais il ne trouva personne pour l'assister. Ceux qui vinrent au secours des Juifs furent Kaka Ziad et Mala Khwaiz. Ils envoyèrent leurs hommes auprès de leurs voisins juifs et certains d'entre eux s'assirent sur le seuil des maisons juives et avertirent la foule de ne pas faire de mal aux Juifs.

B . LES EFFETS DE LA CREATION D'ISRAEL

La situation des Juifs d'Irak se détériora encore après la fondation de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948. Les tensions entre musulmans et Juifs s'accrurent, alors que les Arabes d'Irak et d'autres pays s'unirent pour combattre les Juifs en Palestine et furent défaits. En juillet 1948, le Parlement irakien ajouta le « sionisme » à l'article 51 du Code pénal, où il côtoya le communisme, dans la liste des idéologies et mouvements qui mettaient en danger la sécurité de l'Irak. La condamnation pouvait aller jusqu'à la peine de mort. L'armée irakienne se livra à des remaniements qui reflétaient bien cette époque particulière : les soldats juifs durent être séparés du reste de l'armée. Ils durent rendre leurs armes et furent envoyés dans des camps de travail. Les autorités écartèrent les officiers militaires et de la police d'origine juive. Dans le public, on ramassa des fonds en faveur de la Palestine. Des Juifs figuraient parmi les donateurs, peut-être pour se disculper des soupçons généralisés qui pesaient sur eux.

Les Juifs kurdes ont généralement décrit les relations avec leurs voisins musulmans comme étant bonnes, jusqu'à l'aggravation des dissensions entre Arabes et Juifs concernant la Palestine et la Guerre de 1948 qui suivit la déclaration de l'Etat d'Israël. Haya Gayish interrogea des douzaines de Juifs de Zakho qui déclarèrent que les relations entre Juifs et musulmans kurdes furent bonnes jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Les sources juives indiquent deux événements principaux comme étant responsa-

bles du changement dans ces relations. Madjid et Hertel Gabbai d'Akra, dont la famille était bien connue et respectée dans la ville, dirent que la présence des nazis allemands en Irak pendant la Seconde Guerre mondiale fut la cause de ce changement d'attitude envers les Juifs. La fondation de l'Etat d'Israël marqua un tournant dans cette attitude, quand les ennemis des Juifs se soulevèrent au Kurdistan contre les Juifs locaux¹⁵. Sasson Nahoum de Dohouk confirme que les relations étaient bonnes entre les communautés « jusqu'à l'avènement du conflit palestinien ». Il cita des exemples précis de harcèlement, d'accusations et d'enquêtes policières, et de haine contre les Juifs civils. Yoseph Gamlieli de Dohouk déclara qu'après la fondation de l'Etat d'Israël, la peur et l'inquiétude grandirent parmi les Juifs ainsi que la capacité des musulmans de leur nuire. Levi Mordechai Yaacob de Chandokha émigra à Dohouk « cinq ans avant l'émigration vers Israël ». Il raconte que les relations avec les Kurdes musulmans étaient bonnes jusqu'à « l'inscription pour l'émigration » en Israël et la renonciation à la nationalité irakienne. Alors, « ils commencèrent à nous haïr. » Selon Nahoum et Haroun Nahoum de Zakho, qui émigrèrent à Bagdad, les problèmes avec les musulmans commencèrent avec le problème palestinien. Mordechai Sa'do de Zakho dit aussi

« Les relations avec les Kurdes étaient très bonnes. Nous étions comme frères jusqu'à la création de l'Etat d'Israël. Après ça, il y eut un fossé entre nous.

15. Sur la dégradation de la situation des Juifs du nord de l'Irak après la fondation de l'Etat d'Israël, on peut se reporter au journal des Juifs de Mossoul d'Israël, *Minhat Ashur*, vol. 5, 1993 ; vol. 8, 1996, vol. 7, 1997.

Aucun d'entre nous ne pouvait parler de l'Etat d'Israël, ils nous auraient accusés de sionisme. »

La situation des Juifs empire

Les cinq dernières années de présence juive en Irak furent marquées par des manifestations contre l'Etat juif et par des mesures d'intimidation contre les Juifs locaux. Un des slogans criés dans ces manifestations était « Mort aux Juifs ! » A la veille de la déclaration de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948, le gouvernement irakien proclama la loi martiale dans tout le pays, interdisant les rassemblements et le port d'armes. C'était une période de tension, bien que, selon Cohen, la tension prévalait surtout en Irak, « excepté au Kurdistan, où les Kurdes exprimaient leur sympathie aux Juifs. » Meir affirme que ce qui caractérisa principalement cette période fut la perte de confiance des Juifs et la peur que les événements de 1941 ne reprennent, ou pire encore. Les Juifs de Zakho disent avoir eu de bonnes relations avec les Kurdes qui les respectaient. Pourtant, Gabriel Lanyado rapporte

« ... après la fondation de l'Etat d'Israël, la vie fut plus difficile, et les Juifs commencèrent à déménager pour Bagdad. De là-bas, ils trouvaient un moyen pour s'échapper clandestinement par la Perse et gagner Israël ».

Alors qu'il enseignait dans plusieurs villes kurdes, Lanyado remarqua combien la vie était « difficile » pour les écoliers juifs. Ils fuyaient les « écoliers musulmans fanatiques » qui les harcelaient. Lanyado témoigne qu'à Zakho il rassembla plusieurs écoliers qui avaient quitté l'école et de nouveaux élèves qui savaient qu'il les « aiderait » et les « sauverait » de leurs tourmenteurs musulmans.

Le récit suivant reflète la suspicion qui pesait sur les Juifs du Kurdistan

irakien comme dans tout l'Irak à la fin des années 40, en raison de la tension grandissante entre Arabes et Juifs en Palestine. Sasson Nahoum de Dohouk raconte que la police arrêta quelqu'un en possession d'amulettes où étaient gravées des inscriptions hébraïques et arabes, et une étoile au centre. La police le soupçonna d'être un espion. Une nuit, un samedi, la police convoqua Sasson Nahoum pour qu'il identifie cet homme. Son nom d'origine était Menahem avant que sa famille ne se convertisse du judaïsme à l'islam. Il se nommait à présent Ahmad. Sasson se souvient :

« Il ressemblait à un cheikh, vêtu de vert, et avec un chapeau vert aussi. Il était borgne, et avait les mains menottées. Je ne l'ai pas reconnu. Il avait dix ou douze ans quand sa famille avait quitté Dohouk. Son père était Yoseph le *chammach* (celui qui veillait sur la synagogue), quand mon père y était trésorier... Quand il était parti, il avait dix ou douze ans et ses deux yeux... Le *mo'avin* me garda toute la nuit, pendant qu'il téléphonait au *moteserrif* de Mossoul... La police avait confisqué un sac plein d'amulettes... Il me demanda si je connaissais ce symbole... qu'ils soupçonnaient d'être le drapeau israélien... Nous n'avions jamais vu ce drapeau et nous ne le reconnûmes pas. J'allais avec un officier de police nommé Ahmad Moustafa, chez Abraham Me'alim... Nous l'avons emmené chez le *mo'avin* vers quatre heures du matin, et il nous dit ce qu'étaient ces amulettes, et nous avons alors été libres de rentrer chez nous ».

Comme il a été fait remarquer plus haut, la plupart des témoins juifs soulignent que c'est la création de l'Etat d'Israël qui fut le catalyseur du changement majeur dans leurs relations avec leurs voisins kurdes, et que deux faits affectèrent surtout les relations musulmans et Juifs au Kurdistan : d'abord, l'arrivée de réfugiés et d'exilés palestiniens en Irak et au Kurdistan remonta l'opinion publique contre les Juifs de Palestine, comme le raconte Me'alim Abraham, de Zakho :

« Un jour, un Palestinien, un hadji ou un mufti, vint à Zakho et commença une campagne (anti-juive), disant comment les Juifs tuaient des Palestiniens, etc.»¹⁶

Nahoum Nahoum, de Zakho, raconte que vers 1940, trois ou quatre activistes palestiniens exilés avaient loué des chambres chez des propriétaires juifs. L'un de ces Palestiniens logeait chez le père de Nahoum. Ils devaient se présenter chaque jour à la police, mais un jour, l'un d'eux disparut. Mû par une curiosité d'enfant, Nahoum fureta dans la chambre du Palestinien et y « emprunta » un appareil photo flambant neuf, mais son père lui ordonna de le remettre où il l'avait trouvé. La police interrogea les propriétaires juifs pour savoir où étaient passés les exilés palestiniens.

16. Confirmé par deux autres entretiens de l'OHD. Menachem Eliyahu b. Mordechai raconte qu'un provocateur musulman prêcha dans la mosquée de Zakho en 1949-1950. Il incitait à la haine contre les Juifs « *qui ont tué nos femmes et nos enfants.* » Les leaders kurdes le critiquèrent et le renvoyèrent à Mossoul. Rahel HAMMO se souvient qu'un provocateur musulman était venu de Bagdad pour inciter à la haine contre les Juifs mais que les dirigeants de la ville y mirent un terme.

La deuxième raison de l'aggravation des tensions et des provocations contre les Juifs fut la participation de l'armée irakienne à la guerre arabo-juive de 1948 en Palestine. Yoseph Gamlieli de Dohouk explique ainsi que la participation irakienne à la guerre et son incidence sur les Irakiens augmentèrent la tension et les pressions contre les Juifs d'Irak.

« Après la guerre de 1948, à laquelle des Irakiens prirent part et furent tués, nous étions en butte à une grande pression et à une crainte mortelle. A vrai dire, nous avions toujours été en butte aux pressions, mais avant la guerre, nous étions plus libres de parler, nous nous réunissions dans les maisons de thé, à la nuit. Mais après la guerre, dès qu'il faisait sombre,

vers 20 ou 21 heures, nous nous dépêchions de rentrer chez nous, par groupe de deux ou trois, et chacun retournait dans sa propre maison. Personne n'aurait cheminé seul. La situation devint vraiment mauvaise. Après 1948, ils insultaient les Juifs au marché et jetaient des écorces de pastèques sur les vieillards juifs.

Yazi, la femme de Me'alim Abraham, qui était présente lors de l'entretien, à leur domicile, se rappela d'une personne de Zakho, qui avait fait la guerre en Palestine :

« Hadji Mado était un voisin de mon oncle Mordakh. Il était officier (de l'armée irakienne). Il dit à sa mère : « Les femmes (israéliennes) se sont battues à la guerre, alors notre résistance a fléchi » La femme de mon oncle lui dit : « Vous auriez dû nous rapporter deux d'entre elles ici (pour nos jeunes gens) ».

Les parents soustraient leurs enfants à la peur

Les sources orales et écrites s'accordent sur la peur ressentie par les Juifs du Kurdistan d'une possible catastrophe, peur accentuée par les rumeurs qui couraient sur leur sort prochain. Le récit qui va suivre est semblable à d'autres provenant de divers centres urbains kurdes et il peint la peur qu'avaient les Juifs de leurs voisins et du gouvernement. Victor Baruch d'Erbil a donné à Otto Jastrow le récit d'un moment de grande peur éprouvée par les communautés juives du nord de l'Irak.

« Le jour où nous décidâmes d'émigrer en Israël, quand la fondation de l'Etat fut proclamée, les Arabes, les Gentils, changèrent d'attitude envers nous. « Pourquoi allez-vous partir en Israël ? » Ils disaient aussi : « Dans ce cas, nous vous tuerons. » Ils cernèrent les maisons un jour, et il y eut un couvre-feu. Ils disaient : « Quiconque quittera cette maison sera tué. »

Nous étions chez nous et pleurions. Ils disaient qu'ils allaient venir dans une heure ou deux et nous tuer tous. Nous pleurions et refusions de manger. Nous jeûnions. Que pouvions-nous faire d'autre ? Mon père et ma mère s'inquiétaient pour leurs plus jeunes enfants, qui avaient entre deux et quatre ans... Nous avions un *sakhob* (une huche à pain) à l'étage, un grand *sakhob* pour le pain. Notre père me mit dedans avec mon frère. Il nous cacha dans le *sakhob* et nous recouvrit de pain. Il nous dit : « S'ils nous tuent... quand ils seront partis, vous devrez grimper pour sortir du *sakhob* et vous sauver n'importe où vous pourrez aller. Si nous mourrons, vous devez rester en vie. Nous craignons pour vous. » Nous pleurions. Nous ne comprenions pas ce qui se passait. Ils nous ont cachés en disant « Ne dites pas un mot. Quand ils viendront pour nous tuer, ne pleurez pas, ne faites rien, restez silencieux, et ils ne vous trouveront pas ici. » Ils dirent : « Vous devez rester en vie. Peut-être que certains de nos parents survivront aussi. Vous devez aller les voir et leur dire que vous êtes vivants. » Mais cela n'arriva pas, Dieu a eu pitié de nous. Ils ne vinrent pas pour nous tuer. Ils nous firent donc sortir (du *sakhob*) et ils étaient heureux. Nous étions tous joyeux, et nous nous sommes assis tous ensemble. Ils ont dit : « Aujourd'hui ils ne nous ont pas tués, ils n'ont pas tué les Juifs, ils ont reporté. Nous ne savons pas pour combien de temps. » Nous étions heureux et avons remercié Dieu de nous avoir sauvés de la mort ».¹⁷

17. JASTROW Otto, « *New Arabic texts from Aqra and Erbil* », in Moshe Bar-Asher (ed.), 1997, pp 451-452.

La peur était grande dans les communautés juives rurales.

INTIMIDATION ET RAIDS DES TRIBUS

Zakho et Dohouk

Les sources juives relatent deux incidents à Zakho. La première rapporte la menace d'un groupe tribal près de Zakho en 1949 ou 1950. Le cheikh Qasem de Zakho rassembla les Juifs des alentours avec environ cent hommes à lui, en les menaçant, eux et leurs biens. Le second est lié au conflit qui opposa pendant la Seconde Guerre mondiale la classe politique et capitaliste au Parti communiste irakien et à ses partisans. La situation économique qui s'était détériorée permit au Parti communiste de gagner le soutien des classes populaires. Les sources juives mentionnent que l'activité des communistes à Zakho comprenait la distribution de journaux et de brochures tout comme des manifestations anti-gouvernementales. Des jeunes Juifs avaient participé à ces manifestations. A Zakho, les communistes les plus virulents étaient de la famille de Be-Isako¹⁸, qui participait aux manifestations anti-gouvernementales, dirigées aussi contre les entrepreneurs capitalistes et les grands propriétaires terriens de la famille de Chemdin Agha, qui était le protecteur des Juifs de cette ville.

Relatés plus de quarante ans après, les détails de l'intimidation tribale menée par Cheikh Qasem peuvent avoir été confondus avec ceux d'un conflit entre Be-Isako et Be-Chemdin Agha. Les Juifs affirment, dans les deux cas, que des tribaux vinrent de tous les alentours de Zakho, « voulant tuer les Juifs et prendre leurs biens », alors « les Juifs se cachèrent dans leurs maisons, craignant pour leurs vies. Avec le recul, les souvenirs des manifestations anti-gouvernementales et anti-Be-Chemdin Agha peuvent s'être mélangés aux rumeurs concernant les intimidations des tribus contre les Juifs. Les manifestations de la famille Be-Isako contre la famille Be-Chemdin Agha décidèrent Hadji Agha, le maire de la ville, à prendre

contact avec les tribus avec lesquelles il avait des liens de sang, les Sindi, les Gulli et les Slivani, en leur demandant de l'aide. On raconte que quand des tribaux vinrent près de Zakho, le *qaymaqam* de la ville, un chrétien nommé El'azar Beg, courut chez Hazim Beg et Hadji Agha, en leur demandant d'empêcher les tribaux d'entrer dans Zakho et de faire de la ville un champ de bataille. Les rues étaient déjà pleines des ânes et des mules de ces tribaux. Gurdji Zaken prétend qu'il s'agissait d'une lutte politique entre Be-Isako et Hazim Beg déclenchée par la réussite économique de ce dernier. Le conflit s'aggrava quand il y eut pénurie de blé et de céréales. Après la guerre, l'indice du prix des grains culmina en 1943 avec 773 (base 100 en 1939). Les producteurs de grains et les négociants profitèrent de ces circonstances. Les manifestations contre Hazim Beg faisaient partie de ce conflit. Parmi les leaders autour de Be-Isako il y avait Housni b. Hadji Radji et 'Ebdellah b. Hadji Radji. Une fois, lors d'une grande manifestation contre Hazim Beg, Hadji Agha manda les tribaux pour qu'ils agissent contre Be-Isako. Ce fut presque le siège de Zakho. Le père de Gurdji, qui était parti de Zakho pour sa tournée de colporteur dans les villages environnants, décrivit le siège comme « une chaîne humaine autour de Zakho ». Les musulmans et les Juifs de Zakho craignirent qu'ils soient venus pour s'en prendre aux Juifs, mais en fait, ils voulaient écraser Be-Isako. » Ce conflit dura trois jours. Le quatrième jour, la situation s'apaisa, en raison d'un ordre venu de Bagdad, et les

18. *Isako* est une tournure familière pour dire « *Isa / Jésus* ».

tribaux commencèrent à quitter Zakho. Le père de Gurdji lui a raconté que cheminant en dehors de Zakho, il croisa Bichar Agha, le fils de Salih Agha Sindi, qui lui délivra un message rassurant concernant les Juifs :

« Mon Juif, n'aie pas peur. Ce n'est pas vous que l'on vise, rentre (à Zakho) et dis à tes cousins... réunis toute ta famille et dis-leur de ne pas avoir peur. Nous ne visons pas les Juifs. »

Le père de Gurdji rentra à Zakho et rapporta cela à sa famille. Bientôt, les tribaux quittèrent Zakho et la région autour, mettant fin aux craintes des Juifs mais pas à la tension entre Be-Chemdin Agha et Be-Isako.¹⁹ Cette affaire était survenue après le coup d'Etat de Rachid Ali, qui avait mis fin au sentiment de sécurité des Juifs. Le simple fait que les Juifs aient pu interpréter ce conflit interne comme une intimidation à leur égard montre la peur et l'anxiété croissantes parmi les Juifs de Zakho.

Plusieurs informateurs nous ont déclaré qu'il y avait eu une rumeur, selon laquelle le vendredi, quand les Kurdes tribaux viendraient en ville pour la prière, la *khotba* qui s'ensuivrait serait une incitation à tuer les Juifs. Durant la nuit qui suivit, il y eut des patrouilles, « plus des patrouilles tribales que gouvernementales. » Apparemment, lors de la cérémonie, le clerc avait averti : « Quiconque fera du mal aux Juifs sera châtié et par les tribus et par le gou-

19. Hazim Beg avertit 'Ebdellah Hadji Mirro qu'il devait quitter Zakho sous peine d'avoir des ennuis. 'Ebdellah, qui avait une belle boutique à Zakho, la remit, ainsi que sa maison, entre les mains de son cousin Muhammad et partit s'installer à Kirkuk, avec sa femme et ses trois enfants. Sa femme, Sabro, juive d'origine, retournait à Zakho trois fois par an pour rendre visite à sa mère. Durant ses visites, elle eut une histoire d'amour avec Mouhammad, le cousin d'Ebdellah. Ils conçurent le projet de tuer 'Ebdellah lors d'un de ses séjours à Zakho, et finirent par exécuter leur projet. La police les arrêta et ils furent condamnés à la pendaison. La

vernement. Et tout prit fin. » Ce qui est intéressant, c'est que d'autres récits de Dohouk mentionnent les mêmes rumeurs et menaces sur un vendredi « où ils viendraient pour massacrer les Juifs ». Sasson Nahoum rapporte qu'un vendredi, on les avertit que les Juifs n'avaient plus que deux heures devant eux pour quitter Dohouk. Sasson expliqua :

« Les vendredis, les villageois iraient prier à la mosquée de Dohouk, et donc on nous dit qu'après la prière, ils nous tueraient. Nous avions très peur. Nous avons fermé nos boutiques et nous nous étions enfermés dans nos maisons. »

Il est rapporté que plusieurs membres de la communauté juive de Dohouk, Sasson Nahoum, Chlomo David Salman et David Biri cherchèrent secours auprès de Se'id Agha Doski. Il se trouvait alors au café. Sasson Nahoum se rappelle ce qu'ils lui ont dit :

« Agha, nous avons peur, nous avons entendu toutes sortes de rumeurs. » Il nous répondit : « Que voulez-vous de moi ? Partez, je me moque de cela. » Nous étions alors de plus en plus effrayés, car auparavant, il nous tranquillisait (dans des situations semblables), et voilà qu'il nous parlait différemment. »

La délégation juive quitta Se'id Agha. A Dohouk, il y avait un médecin juif de Bagdad, le docteur Yéhezkel. Ils allèrent rechercher son aide. Le docteur téléphona au *qaymaqam* de Dohouk qui se trou-

nouvelle de cette condamnation à mort encouragea les amis d'Ebdellah à manifester autour de la maison de Hazim Beg, avec des slogans demandant justice et insinuant qu'il était derrière cet assassinat. Hazim Beg ordonna immédiatement qu'il soit fait appel. « Ils ont été acquittés, grâce à Hazim Beg », dit Gurdji Zaken.

vait à Erbil à ce moment-là. Le *qaymaqam* revint rapidement à Dohouk. A son arrivée, il roula en voiture dans les rues de la ville, avec Se'id Agha et le docteur Yéhezekel. Pendant ce temps, les tribaux de Se'id Agha commencèrent à chercher ceux qui étaient venus à Dohouk de leurs villages et les firent s'en retourner.

Les événements de Zakho et de Dohouk étaient donc de même nature. Des rumeurs et des menaces de mort circulaient contre les Juifs. Les deux faits s'étaient produits un vendredi, et concernaient des éléments tribaux venus assister à la prière et au prêche du vendredi. Ces événements ont dû se produire en 1948 ou 1949. Il est impossible de savoir si c'est au cours du même vendredi.

Akra

Selon Arye Gabbai d'Akra, après la proclamation de l'Etat d'Israël en 1948, des rumeurs coururent sur le fait que les tribaux musulmans projetaient de tuer les Juifs. Un jour, les domestiques de Cheikh Moustafa Mollah Djibra'il allèrent chez le père d'Arye et lui dirent : « Tous les cheikhs se sont réunis chez Cheikh Moustafa Mulla Djibra'il. Il vous demande de venir. » Arye fait remarquer qu'à ce moment-là, les Juifs avaient mis en place des mesures de protection contre les menaces de leurs voisins. Les plus jeunes membres de la communauté s'étaient organisés eux-mêmes en patrouilles de deux ou trois. Chaque Juif s'était armé, avec une arme à feu, un couteau ou n'importe quoi qui leur tombait sous la main, mais quoi qu'il fasse, « un Juif n'était jamais armé comme un musulman. » La communauté avait assigné des gardes juifs pour les différentes sections du quartier ; les gardes étaient responsables d'une rue, d'une ruelle et de maisons. « Nous nous sommes organisés du mieux que nous avons pu, afin d'être sûrs que quiconque nous attaquerait ne s'en sortirait pas vivant », rapporte Arye Gabbai. En ce qui concerne l'invitation

de Cheikh Moustafa Mulla Djibra'il, le père d'Arye prit cinq hommes armés avec lui et alla chez lui. « Le cheikh fit asseoir mon père à côté de lui et son escorte resta debout derrière. Il y avait Medjid, mon cousin, Rahamin, Mikho et Ezra. » Le cheikh demanda à Medjid :

« Tu es venu protéger ton oncle, comme s'il était dans un lieu où l'on pourrait lui faire du mal. Si nous avons voulu lui faire du mal, est-ce que vous auriez pu faire quoi que ce soit contre tant de gens ? » Medjid lui dit : « Cheikh, nous ne sommes pas venus nous battre. Vous nous avez demandé de venir, nous vous respectons. Cependant, si vous tuez cinq personnes, nous en tuerons cent. »

A la fin, le cheikh dit au père d'Arye : « Cheikh Qadjdjo de Baïdjil, avec ses frères et son oncle, Cheikh Qayyoum, sont venus tuer les Juifs. » Le père d'Arye répondit : « Nous ne sommes pas des moutons, si Cheikh Qadjdjo vient nous attaquer, il rencontrera une farouche opposition. » Selon Arye Gabbai, le Cheikh Moustafa Mulla Djibra'il suggéra alors qu'ils attaquent ensemble le poste de police où il y avait un gros arsenal (ou un dépôt de munitions), afin de se procurer plus d'armes et ensuite de se joindre aux gardes juifs, mais le père d'Arye Gabbai refusa. Arye Gabba explique que le cheikh voulait faire en sorte que les Juifs aient des ennuis avec la police. Son raisonnement était que si les Juifs d'Akra avaient des problèmes avec les tribaux, ils seraient libres de se défendre par eux-mêmes, mais s'ils s'en prenaient à la police ou aux autorités, ils n'auraient plus aucune justification.

Plus tard, Cheikh Qadjdjo nia avoir jamais fait le projet de faire du mal aux Juifs. Les anciens de la famille de Khawaja Khinno confrontèrent Cheikh Qajjo et ses frères avec les allégations de Moustafa Mollah Djibra'il. Cheikh Qadjdjo nia en bloc et dit : « Bien au contraire ! J'avais entendu dire que tu allais t'en prendre aux Juifs. » D'après Arye Gabbai,

Cheikh Moustafa Mollah Djibra'il avait apparemment conçu le projet de créer une inimitié entre les Juifs et la police, ou le gouvernement.

Les exemples qui vont suivre proviennent d'un rapport britannique datant de 1929, sur Moustafa Mollah Djibra'il, qui corrobore ce qui a été rapporté précédemment, notamment sur l'hostilité qu'il y avait entre les cheikhs Sourtchi et lui, ainsi que sur son goût des intrigues :

« Un gros propriétaire très prospère... n'a pris aucune part dans les actes hostiles perpétrés dans le district d'Akra après la guerre. (Il) est en mauvais terme avec le Cheikh «'Oubeidullah (Sourtchi). Il s'affiche comme pro-gouvernemental, mais doit être tenu à l'oeil en raison de son penchant pour l'intrigue. »

Sandour

Les événements qui vont être racontés maintenant se déroulèrent dans le village juif de Sandour qui était sous la protection tribale de Se'id Agha Doski de Dohouk. Dans les années cinquante, les Juifs d'Irak furent agressés à plusieurs reprises. Les attaques les plus fameuses sont les émeutes appelées « Farhoud » contre les Juifs de Bagdad en juin 1941. Durant cette décennie, les relations entre Juifs et musulmans se détériorèrent, principalement à cause du conflit arabo-juif en Palestine. Au Kurdistan, la tension entre Arabes et Juifs s'accrut aussi, avec le rôle joué par la presse et la radio arabes, ainsi que par les propagandistes qui parcouraient l'Irak et gagnaient le soutien des Irakiens à leur cause. La situation se dégradait davantage en 1946 et 1947, d'après Salih Rahamin de Sandour :

« Quand la guerre éclata (en Israël, entre Juifs et Arabes), ils (les Kurdes musulmans) dirent : « Si en Palestine les Juifs tuent les Arabes, nous devons tuer les Juifs ici (en Irak). » Un vendredi après-midi, plusieurs

hommes armés se rassemblèrent sur une montagne près de Sandour. Il devait être trois ou quatre heures de l'après-midi. Nous sommes allés voir un ancien nommé Sasson et nous lui avons dit : « Sasson, plusieurs Kurdes se rassemblent contre nous, qu'en penses-tu ? » Il répondit : « Pourquoi restez-vous là à ne rien faire ? Allez voir Se'id Agha et il saura quoi faire. » Deux jeunes hommes partirent immédiatement pour Dohouk, qui était à une heure et demie de distance ; ils partirent voir Se'id Agha et lui exposèrent leur situation difficile. »

Se'id Agha rassembla une centaine d'hommes armés et leur dit : « Vous devez tuer au moins vingt ou trente d'entre eux. » Il était furieux que les hommes d'une tribu rivale, menés par Hadjidji Malo, « s'en prennent à nos Juifs. » Se'id Agha et ses hommes se dirigèrent vers Sandour dans la nuit de ce vendredi. Cela a pu suffire à dissuader la tribu rivale de mener une guerre contre les Juifs de Sandour. Vingt hommes restèrent sur place pour garder le village. Il n'y avait pas assez de lits pour chacun d'entre eux. La nuit suivante, rien ne se produisit et ils s'en retournèrent chez eux. Selon Salih Rahamin,

« Se'id Agha envoya une lettre à Hadjidji Malo dans laquelle il lui disait : « Tu n'as pas honte, de venir tuer mes Juifs, de les piller ? S'il y avait eu un *firman* (décret gouvernemental ordonnant de tuer les Juifs) j'aurais été le premier à m'exécuter et à les tuer, parce que ce sont mes Juifs. Pourquoi leur as-tu envoyé tes hommes ? »

Cet événement mit fin au harcèlement des tribus contre les Juifs de Sandour. Se'id Agha, à ce qu'on dit, avait stipulé à Hadji Malo que les Juifs en question étaient ses Juifs, et que si un ordre général était donné les concernant, il l'exécuterait, résumant parfaitement le « patronage » de l'agha, dans toute son acception. Les Juifs étaient la possession de l'agha, pour le meilleur et pour le pire.

Raid sur Garzangel

La famille de Yitzakh Menahem avait migré pour le village de Garzangel, dans la région de Mossoul, où beaucoup de Juifs trouvaient à s'employer dans l'agriculture, le textile et le commerce. Yitzakh Menahem raconte qu'après la création de l'Etat d'Israël en 1948, des tribaux goranis avaient encerclé le village et tirant des coups de feu en guise d'avertissement, ils avaient fait un raid sur les Juifs de Garzangel. Les Goranis volèrent 200 moutons, 10 chevaux et mules, 30 têtes de bétail et 15 veaux. Les quinze familles juives qui vivaient au village avaient des armes, cinq revolvers et 10 pistolets, mais elles ne pouvaient tenir tête à une centaine de tribaux en armes. Un jeune Juif nommé Nahoum résista au raid. Il tira sur les attaquants avant d'être tué. Deux autres Juifs et un musulman furent blessés. Le combat dura trois heures. La police tenta de capturer les brigands et de les faire passer en jugement. Les voleurs rendirent une petite partie des biens volés. Mordechai Saydo de Choch, près d'Akra, rendait souvent visite à son oncle, qui était aussi son beau-père, à Garzangel. Il raconte que lors d'une de ses visites, des Kurdes en armes attaquèrent le village à deux heures du matin, venant de tous les côtés et prenant tout ce qu'ils pouvaient. « Ils ne laissèrent rien, pas un mouton, pas une vache, pas un cheval. Puis, vers 4 ou 5 heures du matin, ils repartirent. » Plus tard, le cheikh à qui appartenait le village vint sur les lieux avec la police. Rien ne changea rien. Il semble que cet événement éveilla le désir d'émigrer en Israël.

Accusations et peines de prison contre les Juifs

La police irakienne était aussi active dans les régions kurdes. En 1947, le ministre des Affaires étrangères irakien dit à la Commission des Nations Unies sur la Palestine : « Le sort des Juifs dans les pays musulmans dépend des événements de Palestine. » Même Nouri al-Se'id, le Premier

Gamlieli ne reçut jamais cette lettre. Les autorités la gardèrent 6 mois, et à la fin « ils vinrent dans ma boutique et m'amènèrent à la prison.

« En prison, ils me battirent avec un *kheyzeran* (en arabe, une badine en roseau, rotin ou bambou). Ils dirent : « Lis cette lettre. » Je n'avais aucune connaissance de cette lettre. Je la lus... écrite par Hakham Chimoni... ils me menottèrent et me conduisirent à Mossoul... ils allaient me crucifier. Je fus condamné à mort, par crucifixion. »

Yoseph Gamlieli apprit plus tard que son père fit tout l'Irak pour tenter d'obtenir sa libération. Selon Yoseph,

« Mon père prit avec lui 600 dinars... il réussit à voir Nouri al-Se'id et lui donna l'argent une nuit... Le lendemain matin, ils devaient m'exécuter mais ma grâce arriva. Il avait vu Nouri Se'id et lui avait remis en mains propres 600 dinars... Il (Nouri Se'id) lui dit : « Toi si vieux tu as fait tout ce chemin vers moi... Pour toi, je sauverai ton fils. » La nuit-même où je devais être exécuté, Nouri Se'id envoya un télégramme. Ils me lâchèrent... la nuit-même. »

Yoseph Gamlieli fut sauvé grâce à un dessous-de-table, et peut-être par la compassion de Nouri Se'id. Il y eut d'autres cas, comme nous allons le voir, où des Juifs accusés de fautes moins lourdes ou de simples allégations furent relâchés grâce à des dessous-de-table.

Détentions pour délit d'association avec Israël

Les Juifs s'étaient toujours sentis plus en sécurité et mieux protégés à Zakho que dans n'importe quelle autre ville. Après la création de l'Etat d'Israël, les Juifs de Zakho se sentirent surveillés plus étroitement par les

autorités. Le récit de Ra'ouf Katna mentionne l'arrestation de sept Juifs de Zakho à cause d'une donation ou d'une appartenance à une association sioniste.²⁰ Un vendredi d'août 1948, les autorités arrêtaient sept Juifs et les interrogèrent sur leur contacts avec la Palestine et les sionistes. Après ces événements, la communauté juive chercha un appui auprès de personnalités influentes parmi les autorités. Un chrétien de Zakho, nommé Nimroud, était l'ami du père de Ra'ouf. Nimroud avait deux frères qui étaient officiers dans l'armée irakienne, commandants de bataillons. L'un d'eux avait été tué lors de la guerre contre Mollah Moustafa Barzani, l'autre vivait encore. Hamid, le fils de Nimrud, avait rencontré Chmouel Gabbai, le fils du chef de la communauté juive de Zakho, et l'avait averti sur les intentions de l'armée de « venir s'emparer des Juifs suspects de Zakho. »

A ce moment-là ; la loi martiale, connue sous le nom de *'ourfi*, était toujours en vigueur. Un vendredi du mois d'août 1948, à midi, les autorités arrêtaient sept Juifs, et parmi eux Moché Gabbai, le chef de la communauté juive, et Salih Daoud, Moché Mehager, Daoud 'Idjdjo, Me'alim Abraham et Baruch Nissim. Les Juifs furent arrêtés pour avoir fait des dons en argent au Fond national juif. Deux d'entre eux, Daoud 'Idjdjo (surnommé « le Bossu ») et Salih Daoud avaient des membres de leur famille en Palestine. Le fils de Moché Mehager demanda au frère de Ra'ouf Katna, Habib, d'aller faire une visite

20. Dans leurs récits, les Juifs disent ne plus se souvenir du jour exact, mais disent que cela se produisit au mois d'août.

chez le fils de Nimroud, parce que les commandants de l'armée y étaient souvent invités. Ils appelaient Nimroud « Khalo », ou oncle maternel en kurde. Finalement, les autorités relâchèrent les Juifs moyennant un paiement de cinquante dinars chacun, « c'était un dessous-de-table », déclare Ra'ouf Katna. Chacun d'entre eux réunit cinquante dinars, mais ni Daoud 'Idjdjo ni Salih Daoud n'avait cette somme. En attendant, les autorités les gardèrent en détention, dans une pièce séparée, sous la surveillance du commandant de la garde. L'un de ceux qui les interrogeait gifla même Daoud 'Idjdjo, le bossu. David lui dit : « Vous devriez avoir honte de frapper quelqu'un comme moi ! C'est vous le gouvernement, alors allez chercher mon frère (en Palestine). » Finalement ils prirent leurs témoignages et acceptèrent alors les dessous-de-table et furent relâchés. A une heure du matin, l'armée quitta Zakho pour Amadiya.

L'immigration imminente vers Israël

Avant leur émigration, les Juifs subirent une pression psychologique grandissante de la part de leurs voisins musulmans et des agences gouvernementales. Les Juifs se préparaient à quitter leurs maisons et leurs biens pour immigrer vers un pays qu'ils ne connaissaient que par la Bible. Des récits mentionnent leurs relations d'alors avec leurs voisins kurdes et leurs associés.

« Partez-vous pour la Palestine ? »

Sasson Nahoum se souvient qu'un soir, avec son ami Moché Ave ils sont allés au *koçke* (salle de réception) de Se'id Agha Doski, où il y avait une discussion sur l'émigration imminente des Juifs vers Israël. Sasson revoit Se'id Agha demander à Moché Ave : « Est-ce que vous allez émigrer pour Israël ? » « Agha, nous ne sommes pas de ces Juifs qui émigrent. Nous

sommes différents. » Sasson Nahoum rapporte cela avec une voix douce, apaisante, imitant la façon dont il répondait à l'agha. Mais Se'id Agha dit à Moché : « Tu mens. » Et il dit de façon provocante : « Allez, vous pouvez partir en Palestine. » Se'id Agha se tourna alors vers Sasson Nahoum et posa la même question. Je lui dis que nous ne pouvions pas partir et que nous ne l'osions pas. Se'id Agha répondit : « Toi tu m'as dit la vérité, mais Moché a menti. » Sasson ajoute qu'un mollah de Bechinke, qui siégeait dans le *koçke*, dit à Se'id Agha qu'il ne devait pas engager de telles conversations avec les Juifs, que cela pourrait les encourager à émigrer.

La pression économique avant l'émigration

Les Juifs du Kurdistan connurent aussi une pression économique qui en elle-même leur fournissait assez de motifs pour émigrer. « Les affaires étaient devenues difficiles pour les Juifs » disent Yoseph Gamlieli et Sasson Nahoum, qui étaient commerçants à Dohouk. Sasson Nahoum rapporte :

« Les musulmans ne vendaient plus d'or aux Juifs... Ils savaient que leur situation était difficile ; qu'un tel avait été tué, l'autre déporté et qu'au final ils devraient partir... C'est comme ça qu'agissaient les Kurdes... la situation était mauvaise. »

En d'autres termes, le nombre des transactions diminua et la confiance mutuelle, indispensable pour cela, s'envola quand les Kurdes réalisèrent que les Juifs allaient partir. Sasson Nahoum fait une différence entre les Kurdes qui « nous aimaient » et les « étrangers », des nouveaux venus à Dohouk, des villages ou d'ailleurs, et les Arabes qui « nous haïssaient dans leurs coeurs ; ils n'aimaient pas les Juifs après que le conflit a éclaté en Palestine. »

Le départ imminent des Juifs pour Israël fit que les marchands juifs redoublèrent d'efforts pour recouvrer leurs dettes auprès de leurs associés. Beaucoup parcoururent les environs pour récupérer leur argent. Juste avant d'émigrer, Me'alim Abraham essaya de collecter l'argent que lui devaient des musulmans de Mossoul. Il voyagea jusqu'à Mossoul, avec le dernier groupe de Juifs émigrants, de Zakho à Bagdad. A Mossoul, il essaya de se faire payer par des marchands locaux avec qui il avait été en affaires. Parmi eux, il y avait Mouhammad Chakir, Seyyid Kedo et Taha Qsabachi. « Ils essayèrent de se dérober au paiement. J'ai pu récupérer de l'argent auprès de certains d'entre eux, le reste demeura impayé. »

La plupart des Juifs du Kurdistan perdirent leurs biens fonciers quand le gouvernement de Bagdad gela les biens de ceux qui avaient émigré d'Irak. Cependant, un petit nombre de Juifs put contourner le décret. En mars 1951, avant le début de l'émigration, le gouvernement irakien décréta un « *tadjmid* » (décret) sur les capitaux, domaines et propriétés des Juifs qui partiraient d'Irak. Ce décret fit que beaucoup de Juifs aisés au Kurdistan se retrouvèrent sans le sou quand ils perdirent tous leurs biens fonciers. Me'alim Abraham de Zakho raconte comment il fit preuve d'initiative pour contourner la loi.

« Nous avons huit camions de peupliers et toutes sortes de marchandises... que nous avons prévu de transporter à Mossoul... J'ai téléphoné à mon *wakil* (ar. responsable), et lui ai demandé de venir à Zakho de toute urgence. Au même moment, j'ai appris que les marchandises qui appartenaient à mon frère Hammo avaient été confisquées à Batufe... Mahmoud Chaker, notre *wakil*, était aussi membre du conseil de Mossoul... Il est venu à Zakho parce que je lui avais dit que ce n'était pas un problème dont on pouvait discuter par téléphone... Quand il est arrivé, il m'a dit : « Tu sais qu'il y a un nouveau décret gelant les biens des Juifs et que tout musulman qui sauvegarderait leurs biens risque cinq ans de prison et une

amende de 5000 dinars... » Je lui ai dit comment faire. Je lui ai fait écrire un billet à ordre en mon nom pour la somme de 700 dinars. « Je le garderai, et tu iras te plaindre au *qaymaqam* ». Il prit l'avis de plusieurs amis, puis accepta. Il écrivit une lettre en disant que lui, Ahmad Chaker, m'avait donné 700 dinars pour l'achat d'arbres qui devaient être transportés par bateau à Mossoul à une date donnée. Le contrat était antidaté de huit mois avant le gel des avoirs. Il a demandé au *qaymaqam* ce qu'il pouvait faire. Le *qaymaqam* lui demanda : « Est-ce que c'est vrai ? ». Il dit que oui et montra le contrat. Le *qaymaqam* lui dit : « Je vais vérifier et te ferai savoir. » Il a alors téléphoné à Batoufe et a fait une enquête. Il a alors ordonné de débloquer les marchandises qui étaient là-bas... Ainsi, nous avons pu sauver quelque chose de la mainmise du gouvernement. J'ai pris l'argent mais j'ai envoyé 100 dinars au *qaymaqam* et 50 à Hadji Khader qui avaient été tous deux impliqués. »

Les autorités empêchaient les Juifs de quitter l'Irak avec leurs argents et leurs biens. N'aima Chomer de Koy Sandjaq déclare qu'avant de partir pour Israël, ils avaient été prévenus que les femmes ne pourraient prendre qu'une livre de bagages avec elles. Pour partir, des femmes seules cherchaient des hommes et des hommes seuls cherchaient des femmes. Un Kurde musulman les a accompagnés durant tout le trajet de Suleimani à Bagdad. Il s'appelait 'Abd al Madjid b. Hadjidji Emin de Mekader. « Il transportait l'argent de tout le monde et est venu avec nous à Bagdad... A Bagdad, il nous a rendu tout l'argent. Il n'a pas gardé un nickel pour lui », raconte Sasson Hai de Koy-Sandjaq. La même pratique eut lieu à Suleimani où les Juifs avaient peur de voyager avec leur argent pour Bagdad. « Pendant tout le voyage, il y avait des fouilles... par la police, soit pour remettre l'argent au gouvernement soit pour le mettre dans leur poche, et ils demandaient des dessous-de-table aux Juifs. » Un certain Abou Baker, un Kurde musulman de Koy-Sandjaq dit avoir pris plus de 1500 dinars de familles juives pour les sauver. Chaque famille lui avait

donné 50 ou 100 dinars et des pièces d'or. Quand ils atteignirent Bagdad, son cousin arriva avec la moitié de la somme.

« Je l'ai rendu aux gens de Suleimani, et deux jours après, il envoya le reste. Il n'a pas pris un penny, mais nous lui avons fait cadeau de tout ce que nous ne pouvions emporter, comme l'argenterie, ou de jolis seaux, ou une belle couverture. Si nous le pouvions, nous lui offririons toujours des cadeaux, il nous a rendu un grand service ».²¹

L'adieu aux Juifs

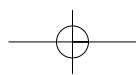
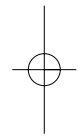
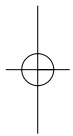
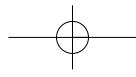
Pratiquement tous les Juifs du Kurdistan ont émigré en Israël entre 1951 et 1952. Les Kurdes étaient tristes de voir que les relations qu'ils avaient avec les Juifs depuis des siècles cessaient de façon si abrupte. Beaucoup de Juifs racontent que les Kurdes montrèrent du chagrin à voir partir leurs voisins juifs. Beaucoup de Juifs se souviennent que leurs voisins kurdes les accompagnèrent au bus qui partait pour Bagdad. Israël Chomer de Koy Sandjak décrit ce qui se passa dans la ville. Le *qaymaqam*, un Kurde de Suleimani nommé Rachid Chaker, voulut procéder à un contrôle physique des Juifs quittant la ville. Il souhaitait vérifier les noms et le sexe des émigrants qui étaient sur sa liste. Israël Chomer se souvient : « Tout le monde avait fermé boutique ce jour-là et s'était rassemblé dans une grande cour pour regarder

21. OHD, Sasson HAI. Il avait déménagé à Suleimani deux ans avant d'émigrer, pour trouver du travail, tandis que sa femme, Na'ima CHOMER, restait à Koy-Sandjak.

les femmes enlever leurs vêtements », durant l'inspection. Selon Israël Chomer, les cheikhs de la ville et les gens « se dressèrent contre lui » lui disant « de laisser les Juifs partir ». Apparemment, « le cheikh de la ville », Mala Khwaiz Agha, avertit le *qaymaqam* qu'il ne resterait pas en vie s'il exécutait son plan. Finalement, il abandonna cette idée et les Juifs furent autorisés à quitter la ville sans plus attendre.

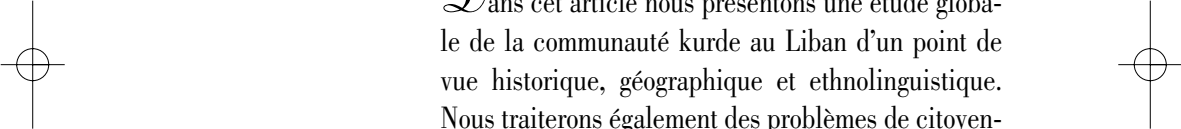
(Trad. Sandrine Alexie.)

Extrait du chapitre 2 de la thèse « *Tribal Chieftains and their Jewish Subjects in Kurdistan : A Comparative Study in Survival* », Hebrew university, 2003, dir. Moshe Sharon.





La communauté kurde au Liban : présent et avenir

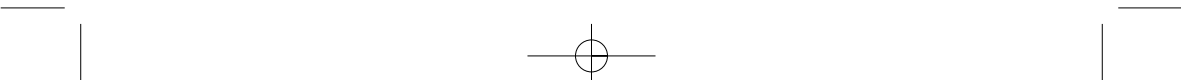


Dans cet article nous présentons une étude globale de la communauté kurde au Liban d'un point de vue historique, géographique et ethnolinguistique. Nous traiterons également des problèmes de citoyenneté, de statut économique et des différentes associations existantes et nous analyserons les raisons pour lesquelles les Kurdes ne sont pas bien intégrés dans le système politique libanais, et les conséquences que cela entraîne sur leur statut dans ce pays et sur leur identité kurde.

Le contexte général

**Lokman I.
MEHO &
Farah
KAWTHARANI**
Beyrouth

La présence des Kurdes au Liban remonte à la Première Guerre mondiale mais ils sont arrivés en grand nombre surtout entre la révolte de Cheikh Saïd en 1925 et la Deuxième Guerre mondiale²². Il y eut une deuxième vague d'immigration au milieu des années 60. Si un grand nombre de Kurdes de cette



deuxième vague ont quitté la Syrie pour fuir des conditions économiques déplorables et la répression culturelle et politique qui débuta en 1958, la plupart des Kurdes libanais viennent des villages de Mardin et des environs. Les immigrants du second groupe furent encouragés par les récits que l'on colportait sur la réussite des Kurdes déjà installés au Liban et par la proximité de ce pays avec le Kurdistan.

Bien que la majorité de la population libanaise perçoive les Kurdes comme un groupe cohérent, un examen plus approfondi révèle un grand nombre de différences ethnolinguistiques. S'il existe une homogénéité religieuse (ce sont tous des musulmans sunnites), la communauté kurde au Liban se divise en deux grands groupes : ceux qui parlent le dialecte kurmandji (ou bahdinani) et ceux qui parlent un dialecte arabe traversé par des influences kurdes, syriennes et turques. Les premiers comprennent ce dialecte arabe (que de nombreux membres de la communauté appellent « mhallami » ou « mardalli ») mais l'inverse n'est pas toujours vrai.

Les Kurdes qui parlent le kurmandji (et qui sont pour cette raison souvent appelés « Kurmandj ») constituent à peu près un tiers de la communauté. La plupart viennent des villages de Fafeh, Djebel Graou, Kinderib, Mardjeh, Marska et Matina, et parlent le kurde en première langue et l'arabe en seconde langue. Beaucoup d'entre eux cependant ont largement oublié leur langue d'origine puisque aucune

22. La présence la plus ancienne des Kurdes au Liban date de l'arrivée des Ayyoubides au XII^{ème} siècle, et à ces familles que les Ottomans implantèrent au Liban ainsi que dans différents endroits de l'Empire pour y maintenir l'ordre. Ces familles kurdes s'y installèrent donc et gouvernèrent plusieurs régions du Liban pendant une longue période. Ainsi les familles des Ayyoubi, les émirs (princes) Sayfa à Tripoli, la famille des Mir'bi à 'Akkar, les Djoumblat et les 'Imads du Mont du Liban, et les Hamiyeh de Baalbek. Eloignées de leur foyer natal depuis des générations, ces familles kurdes s'intégrèrent pleinement aux structures sociales et politiques libanaises et ont été complètement assimilées depuis des siècles. Pour plus de détails, lire AHMAD, 1995, pp. 39-61.

école au Liban n'enseigne le kurde, ce qui rend très difficile la survie de cette langue après avoir résidé pendant plusieurs générations dans le pays.

Il existe plusieurs noms pour qualifier les Kurdes qui parlent un dialecte arabe. Il est souvent difficile et compliqué pour ces Kurdes de se définir eux-mêmes, et ils passent d'une étiquette à une autre dans la plus grande confusion. Ils se désignent ainsi par le nom de « Kurdes arabes » ou « Mardallis », parfois seulement d'« Arabes » ou de « Kurdes ». C'est souvent le contexte et l'identité des gens avec qui ils se trouvent qui déterminent la façon dont ils s'identifient. Cependant la plupart d'entre eux se définissent en fonction des groupements de villages d'où ils proviennent : par exemple les « al Rachdiyé » ou les « Mhallamiyé²³ ». Dans cet article nous choisirons d'appeler « Kurmandj » les Kurdes qui parlent kurmandji et « Mardallis²⁴ » ceux qui ne le parlent pas. Parmi les grandes familles du groupe mardalli, on peut citer les 'Atriss, les Fakhro, les Fattah, les Harb, les Miri, les Omari, les Omayrat, les Ramadan, les Rammu, les Cha'bou, les Chérif, les Cheikhmoussa, les Siyala et les al Zeïn.

23. Les Mallhamis sont à l'origine un groupe de familles arabes dont la plupart ont émigré il y a plusieurs siècles du nord de l'Irak vers une région kurde située entre Mardin, Midyat et Diyarbakir. Depuis ils ont adopté un nombre notables de caractéristiques kurdes. Les Mallhamis qui ont émigré au Liban sont tous venus de la région de Mardin, plus particulièrement d'un endroit appelé Mallhamiyé, comprenant environ 15 villages.

24. Le terme « mardalli » a été utilisé en dehors de la localisation à Mardin. Beaucoup de non-kurmandjis s'en servent pour définir leur langue et leur identité ethnique.

De nos jours les Kurdes représentent le second groupe ethnique au Liban, après les Arméniens. Il est impossible cependant de connaître leur nombre exact car il n'y a eu aucun recensement au Liban depuis 1932 et les cartes d'identité des Kurdes ne mentionnent pas leur origine ethnique. La plupart

des études estiment que leur nombre d'avant 1985 se situait entre 60.000 et 80.000, plus des deux-tiers d'entre eux habitant la capitale, Beyrouth²⁵. Etant donné que des milliers de familles kurdes ont fui le pays pendant la deuxième moitié de la guerre civile libanaise (1975-1990), on estime aujourd'hui que leur nombre est inférieur à ce chiffre. La plupart des Kurdes qui ont fui le pays dans les années 80 vivent actuellement en Europe de l'Ouest mais continuent à se rendre régulièrement au Liban où ils investissent dans l'immobilier et envoient de l'argent aux membres de leur famille qui y sont restés.

Les Kurdes venus au Liban entre les années 20 et les années 60 étaient peu éduqués et avaient peu de connaissances en dehors de l'agriculture. La plupart d'entre eux se sont installés à Beyrouth dans des zones à faible revenu : 'Ayn al Mreisseh, al Basta, Bourdj al Baradjneh ; le bas de la ville, Fourn al Choubbak, Raml al Zarif et Zoukak al Bilat, ainsi que le secteur d'al Karantina-al Maslakh. Leur expérience agricole ne leur servait pas à grand-chose en milieu urbain. Ils ont d'abord été des ouvriers non-qualifiés : porteurs et fabricants de cageots sur le marché aux légumes de la ville. Puis, quelques dizaines d'années plus tard, certains ont accédé à de nouveaux métiers dans la peinture de bâtiments, la construction, la mécanique, la confection et les revêtements de sol, d'autres sont devenus marchands de légumes et d'autres encore ont pu fonder des entreprises qui se sont développées. Mais la majorité est

25. V. Ahmad, 1995, pp. 84-86.

26. 1995, pp. 87-95.

27. 1995.

restée prisonnière du cercle vicieux de la pauvreté et de l'ignorance. En raison de leurs difficultés financières, beaucoup de femmes ont dû travailler pour survivre. Après 50 ans de présence au Liban, la plupart des Kurdes ont encore de faibles moyens socioéconomiques et sont considérés comme l'une des communautés les moins instruites du pays.

Le dilemme de la citoyenneté

Selon Ahmad²⁶ et Meho²⁷, ce contexte défavorable n'explique pas à lui seul les conditions de vie difficiles sur le plan socioéconomique et politique des Kurdes au Liban. Il faut également prendre en compte l'absence de citoyenneté libanaise pour la majorité des Kurdes – du moins jusqu'au milieu des années 90. On s'est aperçu qu'il existait une relation significative entre le statut de non-citoyens des Kurdes et leur pauvreté, leur manque en biens propres, en formation professionnelle, leur taux élevé d'illettrisme, leur sentiment d'insécurité et d'aliénation, et les mauvais traitements qu'ils subissent de la part d'autres groupes.

Le processus de naturalisation des Kurdes (et celui d'autres communautés présentes au Liban depuis des dizaines d'années) n'a pas été facile. Depuis que la France a créé le Grand Liban en 1920, l'équilibre numérique entre les différentes communautés confessionnelles et ethniques a posé problème. A cette époque les chrétiens étaient légèrement plus nombreux que les musulmans mais cette prédominance s'est renforcée avec l'arrivée de milliers de réfugiés arméniens qui ont fui le génocide turc pendant la Première Guerre mondiale. On permit à la plupart de ces réfugiés d'acquérir la citoyenneté libanaise. A la suite de la naturalisation des Arméniens, l'hégémonie chrétienne dans le pays a été officialisée par le recensement de 1932 qui a établi qu'entre chrétiens et musulmans le rapport était de 6 à 5. Depuis cette date, il n'y a pas eu d'autre recensement

et la délivrance de la citoyenneté aux nouveaux immigrants comme les Kurdes a été strictement limitée au milieu des années 90.

La plupart des Kurdes ne se sont pas rendu compte de l'intérêt de la citoyenneté avant qu'il leur soit presque impossible de l'acquérir. S'ils n'ont pas demandé cette citoyenneté, c'est pour plusieurs raisons : tout d'abord, beaucoup pensaient qu'ils resteraient temporairement au Liban et que tôt ou tard ils reviendraient dans un Kurdistan indépendant après s'être fait suffisamment d'argent²⁸. Ensuite, de nombreux Kurdes craignaient la conscription militaire, une crainte qui venait de la Turquie où le service militaire obligatoire était très long et très dur²⁹. Enfin, avant la Deuxième Guerre mondiale, il n'y avait pas besoin d'avoir la citoyenneté libanaise pour traverser les frontières vers les pays voisins : il suffisait de demander des certificats aux autorités françaises³⁰. Selon un Kurde libanais, davantage de Kurdes auraient demandé la citoyenneté libanaise si elle avait conditionné les déplacements, en particulier vers la Syrie et la Turquie³¹. Et il faut ajouter une dernière raison, peut-être la plus importante, qui explique pourquoi les Kurdes n'ont pas demandé la citoyenneté libanaise : leur ignorance des droits civiques et de la signification légale de la citoyenneté. Dans les régions périphériques de la Turquie, d'où ils venaient, les institutions étatiques, en dehors de l'armée, étaient pratiquement inexistantes³².

28. Ahmad, 1995, p. 94.

29. Kawtharani, 2003, p. 67.

30. Ahmad, 1995, pp. 138-139.

31. Meho, 2002, p. 63.

32. Kawtharani, 2003, p. 67.

33. Ahmad, 1995, p. 139.

34. Beaucoup de Kurdes affirment que les Djoumblat ont aidé la communauté en raison de leurs origines kurdes. Lors qu'une visite officielle en Irak au début des années 70, Djoumblat rencontra Mollah Mustafa Barzani à Salah al Din au nord de l'Irak.

35. Ahmad, 1995, pp. 141-142.

36. Les cartes d'identité « de substitution » étaient habituellement délivrées pour une période de trois ans renouvelable régulièrement. Une demande

Les Kurdes se rendirent compte de ce que représentait la citoyenneté lorsque le rationnement fut introduit en 1941. Pendant la Seconde Guerre mondiale on refusa à la majorité des Kurdes des cartes de rations alimentaires parce qu'ils n'étaient pas citoyens libanais³³. Beaucoup se dépêchèrent alors de demander la citoyenneté libanaise et s'aperçurent qu'il était trop tard. Avant 1940, on accordait la citoyenneté à tous ceux qui le demandaient s'ils avaient vécu au Liban pendant au moins 5 années consécutives ou qui avaient épousé une ou un citoyen libanais et vécu dans ce pays au moins un an après leur mariage. Mais une loi passée en 1940 avait rendu la naturalisation théoriquement impossible.

Au début des années 60, les Kurdes sans citoyenneté recherchèrent l'appui de Kemal Djoumblatt, leader socialiste et ministre de l'Intérieur³⁴. Ce dernier leur accorda ce qu'on a appelé une « citoyenneté indéterminée », qui permettait aux enfants des personnes en possession de cette carte d'obtenir la citoyenneté s'ils étaient nés au Liban. La délivrance de ce type de citoyenneté fut vite abandonnée en raison de l'opposition chrétienne et remplacée en 1962 par des cartes d'identité « de substitution » (*qaid al dars*). Ces cartes que l'on se transmettait de façon héréditaire permettaient de quitter le territoire libanais et d'y revenir, donnaient un droit d'accès aux écoles publiques, mais pas les droits liés à la citoyenneté³⁵. Ainsi le détenteur d'une carte « de substitution » ne pouvait ni voter ni être employé dans le secteur public³⁶. La question de la naturalisation des non-citoyens a été soulevée au Parlement libanais par plus d'une douzaine de cabinets dans les années 70 et le début des années 90 mais tous les efforts pour la régler se sont heurtés aux objections des représentants maronites³⁷.

Il a fallu attendre l'arrivée du gouvernement de Rafik al Hariri pour que le problème de la citoyenneté soit résolu. Le 21 juin 1994 un décret de naturalisation a réglé le statut légal de toutes les personnes nonnaturali-

sées remplissant les conditions requises et vivant sur le sol libanais. Il a permis à la majorité des Kurdes non-naturalisés d'acquérir la citoyenneté. Cependant, à leur grand regret, entre 3000 et 5000 Kurdes en furent exclus, soit parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer leur demande, soit parce qu'ils étaient à l'étranger et ne pouvaient pas se rendre au Liban pour faire cette demande, soit tout simplement parce qu'ils ne croyaient pas que la citoyenneté allait se traduire dans les faits. Ce décret a soulevé une tempête de protestations de la part des représentants maronites qui prétendaient que de nombreux candidats à la citoyenneté ne répondaient pas aux exigences minimales exigibles pour la naturalisation. L'argument principal de l'opposition était que la naturalisation détruisait l'équilibre confessionnel du pays. Pour les Kurdes cependant, le décret a représenté le salut qu'ils attendaient depuis longtemps³⁸. On estime qu'entre 10.000 et 18.000 Kurdes ont alors été naturalisés³⁹.

La situation socioéconomique

Aujourd'hui, comme à la veille de la guerre civile en 1975, on peut diviser la société libanaise en cinq grandes classes sociales : l'élite nationale, la classe supérieure, la classe moyenne, et enfin les niveaux supérieur et inférieur des couches populaires. Les Kurdes appartiennent en général au niveau inférieur des classes populaires, celui des travailleurs qui

officielle, les empreintes digitales et des frais de dossier étaient exigés pour obtenir cette carte. Les Kurdes résidant en-dehors du Liban étaient obligés de se rendre à Beyrouth avec leur famille, ce qui occasionnait de lourdes dépenses financières, afin de mener à bien leur démarche.

37. Ainsi, en novembre 1974, le Premier ministre Rachid al Sulh insista pour que la déclaration du nouveau gouvernement inclue un article faisant part de son intention de résoudre le problème de la naturalisation libanaise des non-citoyens. Après un débat houleux avec le Parti des phalangistes chrétiens (al Kata'ib) et le Parti national libéral (Hizb al Wataniyyin al Ahrar), Georges Saadeh, le représentant des Phalanges, attira l'attention

sur les conséquences politiques qu'entraînerait la naturalisation des Kurdes : « *Nous, les Phalangistes, avons travaillé activement pour donner aux Arméniens la nationalité libanaise, ce qui fut fait. Mais quel en a été le résultat ? Ils font pencher la balance électorale dans les zones où ils vivent. Donc, si le Premier ministre veut que son destin électoral soit déterminé par les Kurdes, nous sommes avec lui.* » Cité dans Rohilat, novembre 1974, p. 2.

38. Kawtharani, 2003, p. 69.

39. Abu Chakra, 1995, p. 150 ; Meho, 2002, p. 65.

40. Hanf, 1993, p. 199.

n'ont ni fonction ni fortune et peu ou pas d'éducation. Ils sont chauffeurs de taxi, marchands de légumes, barbiers, métayers, manœuvres non qualifiés, serveurs, garçons de bureau, apprentis et ouvriers dans l'artisanat ou le commerce. Beaucoup ont des métiers subalternes dans la construction de bâtiments ou de routes et dans les petites entreprises, le plus souvent sans assurance sociale ni médicale ni droits syndicaux⁴⁰. Ils ont souvent des emplois mal payés, temporaires, et sont facilement renvoyés. Quand l'offre d'emploi se fait rare, ils n'ont ni biens propres ni épargne pour leur servir d'assurance. De plus, beaucoup d'entre eux, et en particulier ceux qui n'ont pas obtenu la citoyenneté, sont perçus comme des étrangers et soumis à des traitements discriminatoires et injustes. A cet égard les Kurdes rencontrent plus de difficultés que la plupart des autres membres des classes populaires, surtout parce qu'ils ne sont pas Arabes. En raison de cette différence ethnique beaucoup se voient refuser un emploi, une aide humanitaire et un traitement équitable dans les bureaux de l'Etat, même après avoir obtenu la citoyenneté.

Comme dans la plupart des pays en voie de développement, l'éducation au Liban renforce la position de nombreux groupes au statut traditionnellement élevé, et offre aux autres groupes un accès aux classes supérieures. Cependant la nécessité pour les classes populaires de fournir à leurs familles les moyens de subsister a souvent pour conséquence qu'elles n'ont ni l'argent ni le temps d'envoyer à l'école leurs

enfants en âge de travailler. C'est ainsi que cette classe populaire devient la moins instruite du Liban et la plus facile à exploiter et à manipuler. En 1955 Meho a établi que 85% des Kurdes vivent au seuil de la pauvreté ou en-dessous. En ce qui concerne l'éducation les résultats sont très faibles : environ 60% des Kurdes sont pratiquement illettrés et on dépasse les 75% parmi les plus âgés. La plupart des Kurdes n'ont aucun bien et louent leur habitation.

Selon Khuri⁴¹, la mobilité d'une classe vers la classe supérieure suppose non seulement une éducation et une aisance financière mais également une mobilité sociale et psychologique. En d'autres termes, la famille doit passer d'une sous-culture liée à la famille élargie – caractéristique des communautés appartenant aux classes populaires – à un nouveau modèle de relations et de devoirs souvent représenté par la famille nucléaire. La famille doit également passer de la dépendance à l'indépendance sociale et économique. Cette transformation n'en est qu'à son début chez les Kurdes, sans parler du fait que la plupart ont des familles nombreuses, avec plus de six enfants dans 44% des cas⁴².

Ce triste tableau de la situation socioéconomique des Kurdes a commencé à changer à la fin de la guerre civile en 1990, et avec l'obtention de la citoyenneté en 1996. Cependant il reste à voir quelle sera l'étendue de cette évolution et le temps qu'elle prendra. Un changement notable dans la dernière décennie a

41. 1969, p. 38.

42. Meho, 1995.

43. Mc Dowall, 1998, pp. 15-19.

été la participation grandissante des Kurdes dans la vie politique locale et dans les associations. Ils ont alors commencé à susciter l'intérêt de différents hommes politiques, en particulier celui du Premier ministre Hariri et des deux groupes islamistes sunnites influents : l'Association pour des projets caritatifs (*Djam'iyat al Machari al Khayriyya*), plus connue sous le nom d'al Ahabach et le Groupe islamique (*al Djama'a al Islamiyya*). Le chapitre qui suit donne un bref aperçu des principales organisations kurdes libanaises.

Les associations

Les Kurdes n'ont participé à aucune activité sociale ou politique majeure avant les années 50, en dépit des tentatives et efforts répétés du prince Kamouran Bédir Khan. Les événements qui se sont produits dans la région à la fin des années 50 et au début des années 60 ont entraîné un changement radical. L'union de la Syrie et de l'Égypte en 1958-1961 a eu des conséquences importantes sur la situation sociale, économique et politique des Kurdes en Syrie et les répercussions s'en sont fait sentir jusqu'au Liban. Cette union a déclenché les premières mesures répressives contre les Kurdes de Syrie⁴³. C'est alors que plusieurs milliers de Kurdes syriens, étudiants engagés, ouvriers, réfugiés et demandeurs d'asile, sont partis au Liban. Bien que la plupart d'entre eux n'y soient pas restés longtemps, ils ont contribué à élever le niveau de conscience des Kurdes libanais en ce qui concerne l'activisme politique et social.

Cette prise de conscience a également été favorisée par la chute en 1958 de la monarchie irakienne, qui a finalement conduit à la guerre kurde de 1961-1975. Mollah Moustafa Barzani trouva la tribune dont il avait besoin pour populariser l'idée de la guerre dans la ville libérale de Beyrouth, où vivaient des milliers de Kurdes. La guerre kurde a renforcé la conscience nationale des Kurdes libanais, beaucoup se sont alors rendu compte de

leur statut défavorisé et ont commencé à envisager les moyens d'améliorer leurs conditions de vie. L'un de ces moyens était la création d'organisations sociopolitiques.

L'une des premières fut le Parti démocratique kurde du Liban (*Al Hizb al Dimuqrati al Kourdi fi Loubnan – al Parti*) plus couramment appelé le Parti. Fondé en 1970 par Djemil Mihhu, peintre en bâtiment, le Parti a d'abord agi clandestinement sous le nom d'Organisation de la jeunesse démocratique kurde du Liban (*Mounazzamat al Chabiba al Dimouqratiyya al Kourdiyya*). Il a été créé par un groupe de jeunes Kurdes libanais avec l'aide et les encouragements du Parti démocratique kurde de Syrie (PDKS) et il est apparu comme la branche libanaise du Parti démocratique kurde d'Irak (PDK). Au début, les activités de l'Organisation se sont limitées à des contacts avec les Kurdes de la région et à la diffusion d'informations concernant l'amélioration des conditions sociales, culturelles et politiques de la communauté kurde, l'accent étant mis en particulier sur l'éducation et la naturalisation. A partir de 1961 et sur les conseils du PDKS, l'Organisation commença d'apporter son aide aux représentants kurdes envoyés par Mollah Moustafa Barzani pour faire connaître le mouvement national kurde d'Irak.

Les activités politiques du groupe restèrent secrètes jusqu'à ce que Barzani fasse comprendre à Mihhu l'importance de les organiser dans le cadre d'un mouvement légal au service à la fois des Kurdes libanais et du mouvement national kurde. Etant donné la popularité de Barzani parmi les Kurdes libanais et le soutien qu'il avait apporté à Mihhu, ce dernier réussit à rallier un grand nombre de Kurdes. Il demanda alors au gouvernement kurde libanais de légaliser le parti, ce qui fut fait le 24 septembre 1970. Peu après la fondation du parti, Mihhu céda à l'appât du gain et se mit au service du gouvernement irakien. Sa popularité parmi les Kurdes libanais finit par en souffrir, ce qui provoqua la scission du Parti en diffé-

rentes factions et tendances, qui recréa au Liban les divisions internes du mouvement kurde en Irak et en Syrie, jusqu'à ce que la presque totalité d'entre elles disparaissent dans les années 80 et au début des années 90⁴⁴.

Actuellement, les associations kurdes libanaises les plus actives et les plus influentes sont les suivantes : la Délégation Rawdah, l'Association philanthropique kurde libanaise (*Al Djam'iyya al Khairiyya al Kourdiyya al Loubnaniyya*), le Club sportif et culturel des cèdres (*Djam'iyat al Arz al Riyadiyya al Thaqafiyya*) le Parti *rezgari* (Liberté), la Ligue familiale Omayrat, l'Association sociale libanaise (*al Djam'iyya al Loubnaniyya al Idjtima'iyya*), la Ligue humanitaire et culturelle kurde du Liban (*al Rabita al Thaqafiyya al Insaniyya al Kourdiyya al Loubnaniyya*) et la Génération future (*Djil al Moustaqbal*). Elles sont toutes reconnues officiellement par le gouvernement libanais. Nous en faisons ci-dessous une brève présentation⁴⁵.

44. Pour plus d'informations sur les partis politiques kurdes au Liban, v. Ahmad, 1995, pp. 146-183, et le développement qui suit sur le parti *Rezgari*.

45. Cette section doit beaucoup à Kawtharani (2003, pp. 69-96) qui a mené des entretiens directs avec les présidents, membres des conseils et membres des associations.

La Délégation Rawdah

Cette association basée dans la zone mhallami fut créée en 1960 par des membres de la famille Omari qui avaient émigré au Liban dans les années 40. A partir des années 50, ils quittèrent peu à peu les quartiers traditionnellement habités par les Kurdes à Beyrouth, comme Zoukak al Bilat et 'Ayn al Mreisseh, pour s'installer dans les quartiers les plus

pauvres autour du camp de réfugiés palestiniens au sud de Beyrouth. Les Omari sont les seuls Kurdes qui vivent dans les banlieues de Beyrouth, entourés de voisins qui ne sont ni sunnites ni originaires de Beyrouth.

Cette association soutient financièrement plusieurs institutions qui subviennent aux besoins essentiels de la communauté. Elle a une mosquée et un dispensaire qui s'occupe d'environ 300 patients par mois, avec 6 docteurs qui couvrent les spécialités les plus courantes. Elle possède également une école secondaire, al Iman (Foi), qui accueille plus de 500 élèves. Selon son président, l'association compte plus de 6000 membres affiliés de façon non officielle, dont la plupart font partie de la famille Omari.

Depuis les premiers jours de sa création, la Délégation Rawdah entretient des relations très étroites avec le puissant Groupe islamique, lui-même très lié au Conseil sunnite islamique du pays (*Dar al Fatwa*), l'autorité religieuse sunnite la plus élevée du Liban. Grâce à leurs bonnes relations avec le Conseil, le Groupe islamique et la Délégation Rawdah ont pu collecter suffisamment pour créer leurs institutions éducatives et médicales.

Les membres de la Délégation, comme beaucoup de ceux qui ne parlent pas le kurmandji, témoignent de quelque ambiguïté dans la définition de leur identité ethnique. Selon le mythe encore en vigueur, ils prétendent être les descendants de la tribu arabe des Banou Hilal, qui s'établit il y a plusieurs siècles à l'est de la Turquie. Bien qu'ils aient conservé la langue arabe, ils admettent avoir acquis un grand nombre de particularités kurdes de par leur environnement. Quand ils sont arrivés au Liban, on les a appelés « Kurdes » et cette étiquette fait partie de leur identité. Comme la plupart des groupes non-kurmandjis, le clan Omari ne veut pas se dissocier du reste de la communauté kurde. S'ils réfutaient l'appellation « kurde », ils courraient le risque d'être exclus de la communauté kurde sans être sûrs pour autant d'être pleinement acceptés par la communauté sunnite.

La participation de la Délégation Rawdah aux élections législatives libanaises l'oblige à rester solidaire des autres associations kurdes pour s'assurer leur soutien lors des élections, quelles qu'en soient les difficultés.

L'Association philanthropique kurde libanaise (APKL)

L'APKL a été la première association kurmandji légale à s'établir au Liban. Elle a été fondée le 19 septembre 1963 alors que Kemal Djoumblatt était ministre de l'Intérieur. Aujourd'hui ses objectifs principaux sont la distribution d'aides matérielles autant que possible, et le soutien apporté lors de procédures légales concernant la citoyenneté des Kurdes⁴⁶. Elle propose parfois aux membres de la communauté des cours de langue kurde le soir et le week-end. On estime que l'APKL est actuellement l'une des associations kurdes libanaises les plus importantes et les plus actives. Selon son président, elle regroupe plus de 200 familles, ce qui signifie que le nombre de membres adultes provenant de ces familles est d'environ un millier. Presque chaque année depuis le milieu des années 90, l'APKL organise des concerts pour le *Newroz* auxquels assistent plus de 1000 personnes.

46. Il existe un certain nombre de Kurdes qui en principe ont pleinement droit à la naturalisation mais qui ne le sont pas encore en raison de tracas administratifs. Les associations négocient avec le gouvernement pour résoudre ce problème.

La majorité des membres de l'APKL parlent le kurmandji. Ces dernières années cependant, un effort a

été fait pour attirer et recruter des gens qui ne le parlent pas et favoriser ainsi les relations entre les deux groupes. Lors des récentes élections au comité directeur, deux des cinq candidats élus appartenaient au groupe non-kurmandji.

Aujourd'hui la plupart des membres de l'APKL possèdent la citoyenneté libanaise. Bien qu'ils résident au Liban depuis les années 40, ils continuent à considérer à la fois le Liban et le Kurdistan comme leur patrie et beaucoup d'entre eux se rendent régulièrement au Kurdistan pour de courts séjours. Comme la plupart des associations kurdes, l'APKL survit grâce aux cotisations de ses membres, à de maigres dons et à quelques contributions extérieures.

Le Club sportif et culturel des cèdres et le Parti rezgari

En raison de leurs origines communes, nous traiterons ensemble le CSCC et le Rezgari. Le Club fut fondé le 18 mars 1969 pour développer les activités sportives et culturelles kurdes. Il constituait essentiellement la plateforme du groupe kurde Rachdiyé. Le quartier général du Club, un appartement situé dans un immeuble petit-bourgeois de Beyrouth, est entièrement décoré de portraits des membres fondateurs, qui appartiennent tous au clan Fakhro et aux familles affiliées, 'Ali, 'Atriss, Hasan, al Kourdi et Rammu entre autres. Une des activités du Club fut de créer une équipe de football qui gagna plusieurs championnats nationaux au début des années 70. Une autre fut la publication d'un bulletin intitulé *Rastê* (Le Droit Chemin) qui parlait des conditions de vie des Kurdes au Liban et de la situation au Kurdistan. Cette publication existe toujours mais elle est irrégulière et s'intéresse surtout aux nouvelles concernant les Kurdes libanais, en particulier les familles qui ont des liens étroits avec le Club. Actuellement la plupart des activités sportives et culturelles du Club ont

été abandonnées par manque de ressources ou bien fortement réduites. Selon son président, le nombre de membres varie entre 200 et 300.

Le Parti rezgari fut fondé le 3 avril 1975 par Fayçal Fakhro pour être la branche politique du Club. Fakhro prétendait qu'il fallait créer le Rezgari parce que le Parti ne réussissait pas à attirer les Kurdes qui ne parlaient pas le kurmandji, et parce que Mihhu soutenait le plan unilatéral du régime irakien au sujet de l'autonomie kurde. Fakhro prétendait également que le Parti était devenu une organisation de la famille Mihhu au lieu de représenter les intérêts de l'ensemble de la communauté kurde. Le Rezgari a été un parti très populaire mais le nombre de ses membres a beaucoup diminué au fil des ans en raison de divisions internes, du manque de ressources financières et de l'émigration de la plupart de ses membres vers l'Europe. Il a abandonné la publication de son mensuel *Khebat* (le Travail) en 1995 en raison de difficultés financières.

Bien que les présidents et tous les membres du Parti rezgari et du Club des cèdres proviennent du groupe Mardalli qui ne parle pas kurmandji, leurs bulletins et leurs publications revendiquent clairement l'identité kurde. Les références constantes à l'histoire, à la langue et à la littérature kurde dans *Rastê* et *Khebat* témoignent de leur souci de préserver cette identité et de représenter tous les Kurdes libanais. Bien que certains, particulièrement les membres du CSCC, reconnaissent les différences linguistiques entre Mardallis et Kurmandjis, ils insistent sur l'unité de la communauté dans son ensemble. En dépit de ces différences, ils se disent unis par leur identité kurde. Cette revendication présente bien des avantages pour les deux organisations. Elle permet au président du Club de se présenter comme le leader et le porte-parole des Kurdes vis-à-vis de la communauté et vis-à-vis de l'Etat. Elle aide également le Club à établir de meilleures relations avec les dirigeants Barzani, ce qui pourrait conduire à un soutien financier dans l'avenir.

La Ligue familiale Omayrat et l'Association sociale libanaise

La domination de la lignée Fakhro et des familles apparentées au sein du Club des cèdres et du Parti rezgari a aliéné plusieurs autres grands clans mardallis, particulièrement les Omayrat dont les membres ont décidé de créer leur propre association ou d'en rejoindre d'autres. Ils ont fondé la Ligue familiale Omayrat en 1979 pour servir les intérêts des membres du clan et des familles apparentées. Beaucoup d'autres membres du clan ont rejoint un groupe islamiste, l'Association sociale libanaise. Rien dans le nom de l'ASL n'indique son identité kurde ni sa vocation islamiste. Elle est cependant connue pour être la plate-forme officielle des Kurdes islamistes affiliés à al Ahbach. La majorité des membres de de l'ASL appartiennent à la famille Omayrat mais d'autres familles mardallis moins importantes, telles les Madani, Simmo, Sa'do et d'autres, y sont également bien représentées. L'ASL compte 300 membres officiels mais revendique le soutien de beaucoup d'autres personnes et familles. Elle a été fondée dans les années 80 par un groupe de familles arabes de Beyrouth qui l'ont peu à peu abandonnée pour la laisser entièrement aux mains des Kurdes en 1998. L'ALS reçoit un soutien légal et matériel considérable de la part d'al Ahbach.

Les groupes al Ahbach sont bien connus pour avoir toujours entretenu de bonnes relations avec les autorités au pouvoir, ce qui leur permet de jouer le rôle d'intermédiaire entre l'état libanais et différents groupes sociaux. Grâce à leurs contacts privilégiés, les groupes al Ahbach ont pu aider leurs adhérents kurdes dans leurs relations avec le gouvernement avant et après avoir reçu la citoyenneté libanaise. Ils les ont protégés des abus de pouvoir et des poursuites arbitraires dont sont souvent victimes les groupes

